

SILENCE

ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

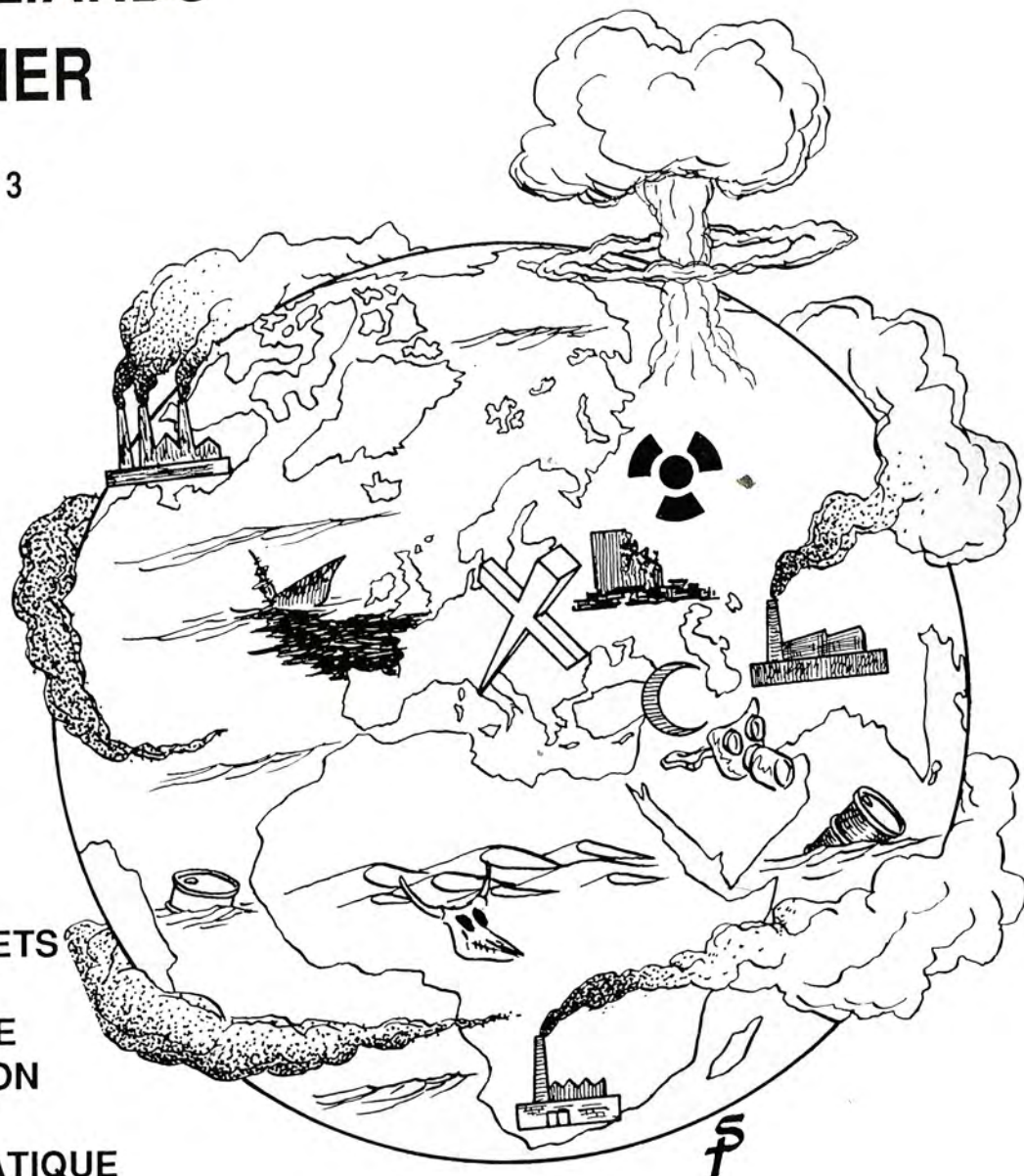
N°128
AVRIL 1990

12 F

3.50

GRAND CONCOURS 5,6 MILLIARDS A GAGNER

règlement page 3



- AZOUZ BEGAG
- DROGUERIE BIO
- DECHETS OU PAS DECHETS
- ECO-TERRORISME
- ECOLOGIE EN ROUMANIE
- COOPERATIVES AU JAPON
- NICARAGUA
- RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE
- LA FIN DE L'ETATISME ?

SOCIETE

DROITS DES ENFANTS

Le numéro vert (05 05 41 41) mis à la disposition des enfants maltraités reçoit en moyenne 130 appels par jour. Si les adultes qui appellent dénoncent surtout les coups excessifs, les enfants - pré-adolescents pour la plupart - signalent des cas d'incestes dont ils sont victimes.

CONTRE LE VIEILLISSEMENT

"Les panthères grises" organisent pour les militantes du troisième âge un colloque sur le vieillissement du cerveau, des stages d'initiation au Minitel, au magnétoscope et au distributeur automatique de billets. Contact : Panthères Grises, 3 rue Georges Citerne, 75015 Paris, tel : (1) 45 75 08 60.

LIBEREZ CASABONNE

Depuis 32 mois, Jean Philippe Casabonne est emprisonné en Espagne parce que la police a trouvé son adresse sur deux militants d'ETA. Il n'a jamais nié avoir hébergé des réfugiés basques chez lui à Bordeaux. Pour cette simple raison, il s'est vu condamné le 21 décembre 88 à 6 ans de

prison ferme. Malgré les interventions de ses amis auprès de la Justice française, il n'a pas été possible d'obtenir une révision du procès. Une association essaie d'obtenir sa libération : Association des amis de Jean-Philippe Casabonne, 3 rue de l'Edit de Nantes, 64000 Pau, tel : 59 82 94 21.

FICHAGE ET HYPOCRISIE

Rocard a annulé les décrets sur le fichage informatique... mais pas le fichage, informatique ou non. Le directeur de la CNIL, Commission Nationale Informatique et Liberté l'a pourtant répété : ces décrets ne venaient que légaliser un état de fait. Depuis 1982, les militants de tous bords sont fichés par l'Etat et pas seulement par les Renseignements Généraux. Le *Canard Enchaîné* révélait à cette époque que le fichier des RG contenait environ 2 millions de personnes (si vous avez signé une pétition, vous y êtes)... mais que celui du CEA, Commissariat à l'Energie Atomique, qui gère la "sûreté nucléaire" en contient plus de 4 millions. N'oubliez pas que le nucléaire est

géré en France par les militaires et qu'ils ont plus de crédits que le ministère de l'Intérieur. Dans ce contexte, il est étonnant d'entendre nos politiciens de gauche comme de droite crier contre des décrets et non contre la pratique du fichage.

ECHELLE DES SALAIRES

En 1989, Mickael Jackson a gagné 125 millions de dollars, soit 620 fois plus que le président Bush, ou 10 000 fois le salaire d'un smicard français.

ETATS GENERAUX DU CHOMAGE ET DE L'EMPLOI

Le vendredi 6 et le samedi 7 avril se dérouleront à la Salle des Conférences, 144 av. du Président Wilson, La Plaine St-Denis (M^e Porte de la Chapelle), les Etats Généraux du Chômage et de l'Emploi organisé par le Mouvement national des chômeurs et des précaires, le syndicat des chômeurs et le journal "Partage". Au programme : Le chômage et les chômeurs en France depuis dix ans, comment améliorer la vie quotidienne des chômeurs, premier bilan du Revenu Minimum d'Insertion, comment résoudre le chômage longue durée, la révolution technologique et sa conséquence sur l'emploi, les poli-

tiques de l'emploi depuis dix ans en France et à l'étranger, la réduction et l'aménagement du temps de travail, la nécessité du partage. Programme complet : Partage, 54 rue des Entrepôts, 93400 St-Ouen.

LA CONFEDERATION PAYSANNE ENFIN RECONNUE

Depuis plus de dix ans, les petits syndicats agricoles se battent pour leur reconnaissance par le ministère du même nom. Jusqu'alors, le seul syndicat officiel était la FNSEA. Les derniers résultats, où dans certains départements, l'union des "petits" syndicats frôle la barre des 50 % et où la Confédération Paysanne atteint une moyenne de 20 % sur le territoire français, ont dû faire réfléchir le gouvernement. La Confédération Paysanne prône le respect de la petite agriculture, la nécessité d'une politique agricole cohérente et globale, entre autres avec les pays du tiers-monde, et s'est largement ouverte aux techniques nouvelles de l'agriculture biologique et de respect de l'environnement. Elle publie un journal "Campagnes Solidaires" dont le dernier numéro publie un dossier sur le problème des nitrates. Contact : Confédération Paysanne, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris, tel : (1) 40 35 17 29.

SANTE

MEDECINES ALTERNATIVES ET SECURITE SOCIALE

Si la liste des produits homéopathiques remboursés par la sécurité sociale a été reconduite par le ministère de la santé, des menaces sérieuses pèsent sur le domaine de la phytothérapie, médecine par les plantes. Le non-remboursement de ces méthodes de soins alternatives signifierait concrètement l'impossibilité pour un médecin de prescrire de tels médicaments. Leur moindre coût, leur moindre accoutumant-

ce sont pourtant maintenant reconnus. L'Organisation Mondiale de la Santé a plusieurs fois rappelé l'importance primordiale des plantes médicinales dans les soins de santé primaires, que ce soit en automédication ou dans leur usage par les services de santé. S'il est nécessaire d'éviter des abus, les modifications actuellement apportées au règlement sont purement arbitraires. Une pétition circule adressée au Président de la République demandant de reprendre les propositions formulées en 1986 par le rapport "Evaluer les médecines différentes"

commandé par Mme Georgina Dufoix. Contact : CODE-MA, 27 av. Jean Jaurès, 91210 Draveil.

LE DOCTEUR LAGARDE GAGNE SES PROCES

Le docteur Lagarde avait été arrêté pour utilisation illégale de méthodes et de médicaments non reconnus en France. Cela avait permis à certains journaux de tirer à boulets rouges contre les médecines alternatives. Le docteur Lagarde ne s'est pas laissé faire : *Science & Vie*, journal complètement bouché dans ce domaine, a été condamné le 16 novembre dernier à 35 000 F de dommages et intérêts. La revue "Ça m'intéresse" a été condamnée à la même

somme le 30 novembre. Une action en justice contre Mme Barzach, alors ministre de la Santé, n'a pas encore débouché.

SATURNISME A PARIS

Depuis 1987, date de la mise en place d'un dépistage systématique du saturnisme, une maladie provoquée par l'absorption de plomb, plus de 500 cas ont été détectés chez les enfants habitant dans des habitations vétustes où les peintures des murs contiennent des sels de plomb. Cinq ou six cas de décès ont été rapportés aux médecins. Le dépistage est maintenant étendu à d'autres communes autour de Paris.

ANCIENS NUMEROS

- 98 **Malville : la fin**, Immeuble collectif solaire, la fin de l'AFME, EDF new-look, fuite à La Hague, Menus Alternatifs (3), Créer sa monnaie, Manœuvres en RFA, Paris-Dakar, etc... 10 F
- 99 **Krach boursier**, Centre de Paix en RFA, Santé et habitat, PCB, nuage à Nantes, bras de fer à Malville, Framatome, expulsions, plan de paix en Amérique Centrale, ventes d'armes à l'Iran 12 F
- 100 **Accord de désarmement**, RMI, ozone(2), Hlenghène, Lait maternel, antiracisme, candidat colonies, arrêt de Malville, prisons, financement des partis, droit des alliénés, centre de paix à Lyon 12 F
- 101 **Chasse aux kanak**, ozone(3), Stress, RMI (2), Palestine, nucléaire et tiers-monde, Juquin .. 12 F
- 105 **Revenu social**, Thélème, Kanaky, Ozone (4), Agir Ici, ACRO, Mai 68 12 F
- 108 **Population danger (1)**, escargot bio, écologie en URSS, Toxicomanie involontaire, infirmières, décroissance, Ibrahim Souss, pollution de l'espace 12 F
- 109 **Chauffage électrique**, ozone (5), écologie en Hongrie, référendum kanaky, nucléaire et opinion publique, Malville, population danger (2), objection à l'armement 12 F
- 110 **Sport et politique**, tour de sol 88, Environnement et europe, écologie au Brésil, Amnesty, Chère voiture, pédagogie non-violente 12 F
- 111 **Désarmement chimique**, Chimie et écologie, Malville, champignons radioactifs bio-gaz, après Protex, militante pour la paix, Paris-Dakar ... 12 F
- 114 **Notre avenir à tous**, Max siméoni, Malville, Verts brésiliens, usine de DPCB, Déchets toxiques, SIDA, Avenir nucléaire, nationalismes en URSS, travailleuses familiales (1) 12 F
- 115 **Barrages**, Nogent, Malville, Cun du Larzac Afrique du Sud, travailleuses familiales (2) ... 12 F
- 116 **Verts européens**, barrages (2), limites du nucléaire, Cun du Larzac (3), nouvelles médecines, Malville, Tchernobyl - an 3 12 F
- 117 **Eoliennes**, Fessenheim, Spiruline, Autoroutes, OTAN au Québec, Loire Vivante, Jonathan, Verts Portugais 12 F
- 120/121 **Gaïa**, Autre sommet, CRIL-Rad, Nogent/Seine Malville, Tjibaou, Nobels alternatifs, chasse et non-chasseurs, objection, désarmement, femmes et désarmement, PCB, militants-prohètes ... 18 F
- 122 **Golfech**, Sara Parkin (1), Politique de l'énergie, Sécheresse et barrages, écologie en URSS, économie et environnement, mosquées, le temps des bétonneurs (1) 12 F
- 123 **Le droit des enfants**, Sara Parkin (2), Autoroutes à Paris et dans le Lot, le temps des bétonneurs (2), Une Suisse sans armée 12 F
- 124 **Soulèvement palestinien**, l'erreur automobile, industries vertes, biotechnologies, Survie, Paris-Dakar, Kanak 12 F
- 125 **Climat et effet de serre**, ACRO, Golfech, cuisinières solaires, Suisse sans armée 12 F
- 126 **Ecologie à l'Est**, ambiance à Berlin, Nicaragua, Ecologie et droits de l'homme, Paix à Jérusalem 12 F
- 127 **L'eau en voie de disparition**, Ardelaine, Jour de la Terre, pollution à Mexico, Nucléaire en chute, écologie à l'Est (2) 12 F

Les numéros absents sont épuisés.

Joindre un chèque
correspondant aux numéros demandés.

L'envoi n'est pas forcément
fait immédiatement.

EDITORIAL

Grand concours

Silence vous propose un grand concours où vous avez tout à gagner et plus rien à perdre. Une seule question à répondre et **5,6 milliards à gagner**. Vous devez répondre le plus rapidement possible à l'angoissante question suivante : *qu'est-ce qui provoquera la fin du monde sur notre planète ?*

1 - La disparition de **la couche d'ozone** avec comme conséquence l'augmentation rapide de l'irradiation au sol, l'impossibilité de faire des cultures, le développement rapide des cancers et bientôt la stérilisation totale.

2 - L'intoxication générale par l'épuisement des ressources en **eaux potables**, le développement des maladies puis des épidémies.

3 - Un accident nucléaire dans une centrale nucléaire avec fusion totale du cœur et expulsion dans l'air de toute la **radioactivité** du réacteur (et non pas seulement de 2 % comme à Tchernobyl, il y a quatre ans maintenant et dont les victimes vont commencer à se multiplier).

4 - Une **guerre totale** chimique entre les pays du Nord qui ne veulent pas partager leurs richesses et ceux du Sud qui meurent de faim, suivie par l'emploi de la bombe nucléaire (la notion de dissuasion, c'était juste pour faire taire les pacifistes).

5 - La **pollution atmosphérique** qui provoquera dans un premier temps un dérèglement climatique total puis une lente asphyxie des populations urbaines. Malgré l'augmentation du budget mondial de l'environnement de 0,1 à 0,3 %, il ne sera pas possible de lutter efficacement contre la disparition de l'oxygène.

6 - La **famine** générale résultat d'une politique de culture intensive, de la déforestation et par là de la multiplication des déserts combinés avec une croissance démographique galopante pronée par toutes les religions.

Les organisateurs du concours tiennent à remercier le Crédit Agricole, ses nitrates et son sixième sens ; Rhône-Poulenc et son monde meilleur ; Atochem et ces gaz propulseurs aux CFC, Perrier et ses petites bouteilles au Benzène, Matra-Thompson et ses Exocets, Renault, Peugeot et les autres producteurs de véhicules polluants, le Ministère de la Défense, le Ministère de l'Environnement, tous les économistes qui calculent les quantités au détriment des qualités, les principaux industriels de ce pays et des pays voisins, la plupart des grandes banques, et tous les hommes politiques sans lesquels nous n'aurions jamais pu organiser ce concours unique en son genre.

Les bulletins de participation sont à renvoyer à qui vous voulez mais de préférence à votre gouvernement. Le concours est ouvert sur toute la planète et de manière permanente. Le tirage au sort des gagnants sera effectué sous huissier tout de suite après la fin du monde.

N'oubliez pas qu'il y a **5,6 milliards** d'humains à gagner.
Bon courage.

Francis VERGIER

AZOUZ BEGAG

Silence : *A la lecture de vos romans, on ressent le malaise des immigrés en France, leurs difficultés à s'intégrer. Pouvez-vous nous en parler ?*

Azouz Begag : Le personnage principal du 2^e roman, Béni, est non seulement immigré, mais il est gros. J'ai voulu montrer que le problème de l'intégration n'est pas seulement un problème d'immigré. Il concerne tous les gens différents, les gros, les handicapés les homosexuels, etc..

Azouz Begag : Non. Personne n'a de proposition intéressante, pas même moi. En fait, certains partis politiques trichent en pensant que par rapport à certains autres partis ils sont mieux placés sur ce thème. C'est faux, car on ne sait même pas ce qu'on veut. Je ne sais pas ce qu'est l'intégration des immigrés en France. Qui sont les immigrés ? Il n'y a pas de communauté immigrée, cette population est très diverse. J'ai l'impression, qu'en France, on regroupe

Azouz Begag est chercheur au laboratoire d'économie des transports de Lyon. Fils d'immigrés il connaît bien leurs conditions de vie. Il leur a d'ailleurs consacré récemment des ouvrages dont deux romans autobiographiques (1).

(1) "L'immigré et la ville" essai, P.U.L. 1984 - "Le gone du Chaaba" roman, Seuil 1986 - "Béni ou le paradis privé" roman, Seuil 1989

En fait c'est un problème de société. Une société c'est un système ouvert; chaque jour des gens arrivent (naissent) et d'autres partent (meurent), ce mouvement crée une dynamique qui fait évoluer la société. Mais les systèmes qui fondent une société sont naturellement enclins au conservatisme parce que le changement fait peur. Aussi quand un nouveau membre arrive, il fait peur car il est différent et il représente ce qui bouge, le danger. C'est un miroir. Il renvoie une image, angoissante. On va donc essayer d'éliminer cette image.

Silence : *Les écologistes ont-ils des propositions intéressantes ?*

sous ce terme les Arabes. Et quand on entend parler du problème de l'intégration, on parle de l'Islam. En fait, la notion d'immigré est beaucoup plus vaste, elle renvoie à la notion de différence dans une société.

Silence : *L'affaire du foulard, la construction de mosquées, la montée de l'intégrisme islamique ou de l'extrême-droite n'empêchent-ils pas une meilleure compréhension des immigrés.*

Azouz Begag : Existe-elle cette montée de l'intégrisme ? Si je lis la presse, si je regarde la télévision, oui. J'aimerais qu'on me prouve

statistiquement en France que dans la communauté des immigrés maghrébins il y a plus de gens qui penchent en faveur de l'intégrisme que d'autres qui cherchent à vivre normalement.

Silence : *Ne pensez vous pas que les gens se tournent plus vers la religion maintenant ?*

Azouz Begag : Cette tendance peut exister. Et alors ? une fois exprimée qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'il faut lutter contre elle, qu'il vaut mieux, au lieu de laisser des enfants se tourner vers l'Islam, leur donner des chances de promotion sociale ? Oui sûrement. Il reste à prouver qu'un retour vers l'identité musulmane des jeunes est quelque chose de négatif. Musulman ne veut pas dire nécessairement intégriste. Ce sont les médias qui font l'amalgame musulman égale violence, terrorisme, intégrisme.

Silence : *Comment expliquez-vous ce rejet des immigrés ?*

Azouz Begag : Par une crise d'identité dans la société occidentale européenne. Les gens se demandent qui ils sont. Ils n'ont plus de repères. Ils consomment la vie, ils ne la produisent plus. Alors des gens vont se croire en danger, eux et leur nation. Ils vont en chercher la cause. Certains vont trouver chez l'immigré, dans l'Islam, dans tout mouvement jugé perturbateur, les causes de la perte de l'identité nationale. Cette crise est surtout due à la société d'accueil et non aux immigrés. On doit se demander pourquoi on a peur de l'autre plutôt qu'essayer de le brûler, l'éliminer.

Silence : *Dans votre travail vous êtes confronté aux problèmes économiques. Que préconisez-vous en la matière ?*

Azouz Begag : Le social ne peut être ignoré dans les mécanismes du marché. Le meilleur système est celui qui arrive à combiner les intérêts des travailleurs et ceux des employeurs. Il doit respecter la nécessité pour les employés de voir leurs conditions de vie améliorées. Il doit respecter

aussi les gens possédant les moyens de production, qui choisissent, à titre lucratif, personnel, de créer des emplois. Mais, à mon avis, cela ne peut pas fonctionner si l'Etat s'approprie les moyens de production. L'expérience actuelle à l'Est, le prouve. Le peuple ne veut plus de ce système.

Silence: *Pour vous, les événements à l'Est sont une victoire de l'économie de marché ?*

Azouz Begag : Oui. D'ailleurs personne n'est descendu dans la rue à l'Ouest pour demander la fin de l'économie capitaliste. Ce système convient donc à la majorité. Sa force est prouvée

Silence : *Mais à l'Ouest les gens subissent la société de consommation. Ils sont abrutis, aliénés...*

Azouz Begag : Cette aliénation existait aussi dans les pays de l'Est. Tout le monde ne consomme pas bêtement. Je crois que tout homme à la possibilité de dire non. D'ailleurs beaucoup luttent dans la société occidentale, par exemple les écologistes. Mais comme il n'y a pas de majorité pour s'y opposer, ce système reste le moins pire de tous. Il faut s'en tenir à cette conclusion des faits.

Silence : *Que pensez vous du programme économique des écologistes ?*

Azouz Begag : Je ne le connais pas très bien. Mais si l'écologie essaye de trouver un système harmonieux entre le capitalisme et le communisme, alors c'est un bon mouvement.

Silence : *Les relations Nord-Sud vous satisfont-elles en l'état actuel ?*

Azouz Begag : Jusqu'à présent, les pays du tiers-monde étaient considérés par ceux du Nord comme un gisement de matière première. A ce titre ils ont été exploités (sous couvert d'aide aux pays en voie de développement). Malheureusement, on assiste à un échec total de cette politique au niveau économique, social, culturel. Mais une nouvelle problématique se dessine actuellement.



Azouz BEGAG.
Photo: Uli Fiedler/ZEAMMA
Copyright: Seuil (reproduction obligatoire)

Les relations sont maintenant orientées Est-Ouest. L'aide-exploitation de l'Ouest va se canaliser vers l'Est et se substituer aux traditionnelles relations Nord-Sud. Ces derniers pays vont être tout simplement livrés à eux mêmes et avec la désastreuse gestion laissée par le Nord il y a tout lieu d'être pessimiste pour les prochaines années.

Silence : *Quels dangers risquent de surgir ?*

Azouz Begag : On risque d'assister à des soulèvements des peuples. En Algérie par exemple, le déficit structurel de l'économie, trop important par rapport à la démographie, est tellement majeur que du jour au lendemain, les gouvernants et le peuple pourraient changer radicalement. Ils passeraient d'un socialisme pourri à un capitalisme sauvage. Dans ces pays, c'est dur, surtout pour les jeunes. Non seulement il n'y a rien derrière eux, mais il n'y a rien devant non plus. Et ils s'en rendent compte. Le pire c'est une situation où la seule question pour eux est "comment je vais faire pour survivre jusqu'à demain ?".

Silence : *Dans les pays occidentaux il y a aussi ce risque de pourrissement.*

Azouz Begag : Oui, en France on va voir par exemple se développer le manque d'intérêt pour le vote, pour les débats. Les gens s'intéressent à la vie au jour le jour (la voiture, la maison, le loto, la télé...) tout ça parce que les partis politiques n'ont pas prouvé leur capacité à répondre de façon globale aux aspirations des gens. Comment une société peut-elle être crédible si elle n'est pas capable de donner du travail à un si grand nombre de gens.

Silence : *Enfin, quel sera le thème de votre prochain essai (2), et comptez vous écrire une suite à vos romans ?*

Azouz Begag : Le prochain livre donnera un point de vue sur les relations entre les immigrés de la 2^e génération et leurs parents. Autrement, je vais sûrement écrire d'autres romans sur les jeunes, mais ils ne seront probablement pas autobiographiques.

Propos recueillis par
Michel JARRU

(2) "Ecart d'identité" à paraître au Seuil en avril ou mai 90.

ALTERNATIVES

RAS LE BOL DES HORREURS D'ETE

Le 25 mars et pour de long mois ensuite, les pendules seront-elles encore une fois, une quatorzième fois, avancées d'une heure, nous obligeant à lever nos gosses et à nous lever nous-mêmes une heure plus tôt ? Sans doute. N'empêche que pendant toute la semaine du 19 au 24, nous aurons été nombreux à souhaiter la suppression de cette drôle d'heure d'été qui n'est pas notre tasse de thé et à attendre patiemment (de moins en moins quand même), l'instauration de l'heure vraie, celle GMT

Objectif 2000

Pour arriver à 2000 abonnés, nous cherchons des adresses de personnes à qui envoyer un exemplaire gratuit

Envoyez-nous les adresses de vos amis

Faites abonner les bibliothèques, les mairies, etc...

Demandez nous des autocollants ou des dépliants de présentation (gratuits contre lettre timbrée selon la quantité désirée)

pour ceux qui ne le saurait pas encore, c'est-à-dire, celle du Soleil. Pour en savoir plus, il existe un "booklet" intitulé "On a assez vu d'horreurs... parlons d'horaires..." à commander chez l'auteur pour 35 F : Jean Denis, BP 5016, 69602 Villeurbanne Cédex.

GRANDE-BRETAGNE : BIO A 20 %

Actuellement, 20 000 hectares sont cultivés en bio en Grande-Bretagne et 30 000 autres sont en phase de reconversion. Liant l'agriculture biologique à la protection de l'environnement, la principale association de promotion et de contrôle de l'agriculture biologique a lancé une campagne "20 % en l'an 2000" qui semble tout à fait réaliste au vu du développement actuel. Contact : Soil Association, 86-88 Colston Street, Bristol, Avon, BS1 5BB Grande-Bretagne.

L'ALDEA SE DECENTRALISE

Suite à son assemblée générale, l'Agence de Liaison pour le Développement d'une Economie Alternative, ALDEA, souhaite se décentraliser en créant des ALDEAS : Agence Locale pour le Développement d'une Economie Alternative et Solidaire. Ces Aldéas seront des lieux de formation et d'expérimentation regroupant des acteurs de terrain (porteurs de projets d'entreprises ou d'associations, élus, agents de développement, groupes de chômeurs...), des représentants locaux des réseaux alternatifs (Aldéa, Solidarité-emploi, Cigales...), des particuliers ou des personnes morales qui dans une perspective de développement solidaire, sont prêts à apporter leurs compétences, leur temps, leurs outils, leur argent... Si vous vous sentez prêt à démarrer une action dans ce sens, prendre contact avec l'ALDEA, Emmanuel Antoine, 28 Bd de Sébastopol, 75004 Paris.

UNE CHARTE ECOLOGIQUE

Il existe actuellement pour l'agriculture biologique un cahier des charges mis au point par Nature & Progrès et maintenant officialisée par le Ministère de l'Agriculture qui définit ce qu'est le label "alimentation biologique". De la même manière, il serait bon de définir un cahier des charges similaire concernant les produits non alimentaires qui assurent une garantie sur la nature "écologique" des produits. Thierry Jacquemin et Gérard Barras travaillent actuellement sur un tel projet qui pourrait servir à l'élaboration d'un label comme à la définition d'une méthode de sélection pour les salons "différents". Si le sujet vous intéresse, si vous voulez travailler dans ce sens écrire à : T. Jacquemin, Couarail, 10 rue de Picpus, 75012 Paris, tel : (1) 43 41 97 55 ou G. Barras, Ardelaine, 07190 St-Pierre-ville, tel : 75 66 61 97.

PROCHAINS SOMMETS TOES

Les contre-sommets économiques similaires à celui des 15 et 16 juillet dernier se dérouleront du 6 au 8 juillet 1990 à Houston (Texas) puis à Londres en juillet 91. Ce dernier sera l'occasion d'un grande exposition alternative. Si vous voulez participer à ces sommets, la coordination en France est assurée par l'ALDEA, 28 Bd Sébastopol, 75004 Paris.

VIVRE AU QUOTIDIEN SANS POLLUTION

L'Association pour la Protection des Animaux Sauvages et du Patrimoine naturel (ASPAS) vient d'éditer une petite brochure "Vivre au quotidien sans pollution". Bien qu'incomplète, elle donne de nombreuses pistes pour éviter de polluer. Elle est disponible contre 14,50 F en timbres à l'ASPAS, BP 34, 26270 Loriol, tel : 75 62 64 86.

ALSACE : FORMATION EN POLY-CULTURE BIO-DYNAMIQUE

Le syndicat d'agriculture bio-dynamique organise une formation à un brevet professionnel adulte "poly-culture élevage adapté à la bio-dynamique". Formation de deux ans. Renseignements : Enseignement-Formation, Ferme de Truffenhäuser, 67140 Heiligenstein, tel : 88 08 29 00.

VALENCE : STAGES VIVRE PLUS

Basés sur la méthode Gordon, l'association "Vivre plus" propose des stages sur l'écoute réciproque, la relation parentale, l'instruction différente... Contact : Vivre plus, 5 rue Faventines, 26000 Valence, tel : 75 56 86 04.

ILE DE FRANCE : ESPERANTO FACE AU XXI EME SIECLE

François Lo Jacomo, agrégé de mathématique, membre de l'académie d'Espéranto, donnera une conférence sur le thème "L'espéranto face au 21ème siècle", le vendredi 6 avril à 20h30 à l'Espace Marcel Chauzy à Bondy (93). Au même endroit, se déroulera du 2 au 21 avril une exposition sur l'espéranto, du 14 au 17 avril, l'AG de SAT-Amikaro, l'une des associations d'espéranto. Contact : Sat-Amikaro, 67 avenue Gambetta, 75020 Paris, tel : (1) 47 97 87 05.

RHONE : CHOIX ALIMENTAIRES ET VIE PRATIQUE

Le groupe "Comprendre" organise le 21 avril à Craponne de 16h30 à 20h30 une session sur le thème "choix alimentaires et vie pratique" avec au programme : différents choix alimentaires, problèmes liés à chaque choix, comment réussir son choix et le rendre durable, échange d'expérience, travail en groupe pour 12 personnes maxi. Renseignements : Comprendre, tel : 78 44 82 73.

LA PREMIERE DROGUERIE BIO

Il n'y a pas que les phosphates dans vos lessives. Il y a des agents blanchissants, il y a des additifs et plein de petites molécules chimiques qui permettent à Rhône-Poulenc de crier bien fort que "Le Chat" n'est guère mieux que les autres marques de lessives. Et il n'a pas tort.

Ainsi certaines lessives ont remplacé leur agent blanchissant par du "perborate" qui selon certaines études faites par des instituts écologiques allemands s'avère toxique pour les plantes aquatiques. Or 80 % des lessives que nous faisons concerne des tissus colorés qui n'ont pas

usages, il conviendra d'ajouter tel ou tel produit : la droguerie bio demande donc une information au consommateur la plus complète possible pour n'utiliser les produits qu'à bon escient.

Conscient de cette nécessité d'information, il n'est donc pas superflu d'envisager la création de droguerie "bio" où le vendeur est avant tout un informateur. C'est le pari audacieux que vient de lancer Simon, un Anglais résidant en France depuis une dizaine d'années.

Situé à deux pas du Centre Pompidou, le magasin tout neuf semble bien petit. Pourtant on y trou-

Ouverte à Paris depuis l'automne, "Simon's" vous propose des produits d'entretien entièrement à base de plantes.

besoin de cet agent blanchissant. Le mieux est donc d'utiliser une lessive sans blanchissant et de ne rajouter un tel blanchissant que dans les lessives où c'est utile. Actuellement, le "percarbonate" est proposé comme agent blanchissant par certaines marques "écologiques" et semble de loin le moins toxique. Celui-ci avait été abandonné parce qu'il ne devient actif qu'à partir de 40°... La plupart du blanc (draps, serviettes, mouchoirs en coton) est lavé à une température supérieure.

La véritable démarche écologique va donc être, dans les années à venir, d'utiliser une poudre à laver relativement neutre (essentiellement du savon) auquel, selon les

ve une trentaine de produits qui permettent en principe de faire face à toutes les tâches ménagères de la maison : vaisselle, entretien WC, salles de bains, sols, lessives, peintures, désodorisant, fongicide, désinfectant, laque, colle naturelle, décapant, anti-rouille, goudron pour isolation des toitures... Mais le plus important n'est pas sur les rayons : il est dans un gros classeur posé sur la banque du magasin. Si les étiquettes donnent déjà tous les ingrédients, ce classeur contient des fiches techniques complètes qui vous expliquent comment utiliser au mieux chaque produit, comment ne pas gaspiller, et comment avoir une démarche "écologique", "plus écologique", "super

écologique" selon votre degré d'investissement.

Une conscience écologique

Simon a vendu son appartement pour se jeter à fond dans l'aventure. Très croyant, il s'est longuement interrogé sur le sens de la phrase biblique "l'homme doit dominer la nature". Cette phrase l'a longuement gêné jusqu'à ce qu'il en arrive à l'interpréter comme "l'homme est responsable de la nature". Sensibilisé par les différentes pollutions quotidiennes, il a longuement sillonné les salons écologistes à la recherche d'une démarche respectueuse de la nature. Le problème de la raréfaction de l'eau, polluée par nos usages domestiques, l'a amené à prendre contact avec des fabricants. Convaincus qu'il faut des gens un peu téméraire pour faire passer le message de l'utopie à la réalisation concrète, il a ouvert son magasin à l'automne dernier.

Depuis, lentement mais sûrement, sa clientèle se développe. Il reconnaît que pour le moment l'activité n'est pas encore rentable mais il a une foi inébranlable. Il a ouvert un rayon papier recyclé. Il développe un réseau d'information et cherche à rencontrer d'autres passionnés parisiens qui eux aussi veulent passer de l'idée à la démarche sur le terrain. Il a deux types de clientèles : ceux qui font le déplacement pour acheter bio et une clientèle de quartier qui en achetant ses produits, pas plus cher que les produits habituels, découvre un pan de l'écologie.

Ce magasin spécialisé paraît un peu en avance sur son temps : alors que Paris ne compte que très peu de coopératives bios, que quelques groupements d'achats, le pari semble un peu fou... mais la récente prise de conscience de la population, l'accélération des problèmes liés à l'eau, donnera peut-être raison à ce nouvel entrepreneur.

Michel BERNARD

"Simon's"
164 rue St-Martin, 75003 Paris, tel :
(1) 48 87 32 31.
Métro Rambuteau / Chatelet

LES GERER OU LES EVITER ?

Le stockage de déchets chimiques dans les mines de sel de Varangéville en Meurthe-et-Moselle, premier projet de ce type en France et donc d'importance nationale, pose un problème délicat aux écologistes. D'un côté, ils savent qu'il s'agit de substances toxiques dont le danger est amplifié par l'orientation vers des profits rapides. En effet, les Salins du Midi, qui exploitent les mines et souhaitent se voir confier la charge des déchets, les industries génératrices de ces ré-

s'achètent un pays du Tiers-Monde comme poubelle. Afin d'arrêter cette pratique polluante et néo-colonialiste, quelques uns, et parmi eux les Verts, proposent d'accepter le projet de Varangéville à condition que le transport, le traitement et le stockage des déchets soient effectués avec une sécurité maximale.

Cette approche est-elle réaliste ? Si ses protagonistes réussissaient à imposer toutes ces conditions de sûreté, le stockage y deviendrait très cher. Les industriels et

tion de biens de longue durée avec un minimum d'emballages et de résidus nocifs. Cette transformation économique, d'ailleurs tout à fait souhaitable, priverait les entreprises de profits faciles fondés sur le gaspillage des ressources, l'exploitation du tiers-monde et le pillage général de l'avenir de nos enfants. Des coûts de stockage même élevés à Varangéville ne suffiront pas à ce que les entreprises et notre système économique abandonnent ces privilèges.

Au contraire, l'exemple de la RFA montre à quel point des possibilités de stockage, de déchets chimiques ou nucléaires, servent à justifier la poursuite et même l'approfondissement d'un mode de production pollueur et gaspilleur. En fait, le seul moyen de pression réaliste pour impulser une politique de réduction des déchets, c'est de refuser les centres de stockage. Les écologistes ne sont pas responsables de la production des substances toxiques et, par conséquent, ils n'ont pas à s'en sentir responsables (J'ai déjà du mal à sortir d'un magasin sans qu'un sac en plastique me soit imposé mais je n'ai carrément aucun mot à dire concernant l'emballage et les procédés de fabrication).

Accepter le site de Varangéville sous certaines conditions ne me paraîtrait responsable que lorsque les écologistes disposeraient d'un pouvoir de transformer le mode de production et de contrôler le respect des conditions de sécurité imposées aux centres de stockage. Une telle situation n'est pas pour demain - la lutte écologique sera plutôt longue...

Ceci nous amène à une deuxième question : l'espoir de pouvoir imposer le respect absolu de la sûreté est-il, lui, réaliste ? En fait, c'est une question d'école, car aucun élément ne permet de fonder une telle croyance. Les revendications des écologistes ont déjà du mal à percer dans les conseils municipaux concernés (qui sont souvent soumis à la pression pécuniaire) et ne parlons pas des entreprises et des administrations préfectorales et ministérielles.

Mais il y a beaucoup plus grave. La population inquiète et prête à s'engager contre le projet de

Au moment où les projecteurs sont braqués sur la décharge de Montchanin se pose la question : où vont les déchets toxiques maintenant ? Un projet de stockage dans les mines de sel de Varangéville en Meurthe-et-Moselle a vu le jour.

sidus et l'administration de tutelle cherchent avant tout la rentabilité à plus ou moins court terme, du centre de stockage.

De l'autre côté, des quantités effrayantes de déchets existent, et il faut les éliminer ou les rendre inoffensifs. Jusqu'à aujourd'hui, les industriels s'en débarrassent de façon fort douteuse : soit ils les font disparaître quelque part en France, sans aucune garantie de sûreté, soit ils

leurs partenaires politiques continueraient donc à cacher leurs déchets parmi les ordures ménagères et, dans une mesure encore accrue, à les exporter au tiers-monde.

Toutefois, les frais d'un tel stockage ne seraient pas assez élevés pour obliger l'industriel à se donner comme objectif la réduction permanente de ses déchets. Car ceci nécessite un bouleversement complet de notre mode de production : fabrica-



Vue de la mine de sel de Varangéville (photo Colnat - Dombasle) - Un référendum organisé par le maire de Varangéville (maire communiste) sur le projet de stockage de déchets toxiques dans les anciennes mines de sel a eu lieu le 4 mars dernier. Avec 50 % de participation, 89 % des votants (ou vert au + de 16 ans) se sont déclarés opposés au projet.

stockage ne se mobilisera point au même degré pour un "oui mais". On peut regretter que la capacité des gens de mener un combat soit probablement réduite, mais il faut en prendre acte. Cependant, dans le cas d'espèce, la méfiance contre une position "oui, mais" me semble même entièrement justifiée. Car qui peut nous garantir que les exigences de sécurité soient toujours respectées quelques années après le démarrage du centre ? Des engagements officiels ? Nous les connaissons. Qui peut nous assurer qu'un jour on ne mette pas, par exemple, des déchets nucléaires dans la mine ? Des arrêtés, des décrets, des lois ? Les normes juridiques se dissolvent en une

fumée opaque lorsqu'elles se trouvent confrontées à de prétendues nécessités économiques de plus en plus pressantes grâce à la concurrence outrancière. La loi ne constitue qu'une garantie temporaire. L'auteur, juriste, en parle en connaissance de cause.

Quelle sera le résultat pratique de l'attitude "oui mais" ? Elle justifiera et facilitera l'installation du centre, sans qu'elle puisse imposer les conditions émises. Certes, les "autorités" accorderont quelques concessions, mais elles seront beaucoup plus restreintes que celles que pourrait arracher une opposition catégorique, quitte à devoir s'incliner sur le fond. Le "oui mais" en soi

n'empêchera ni l'exportation de déchets vers le tiers-monde, ni leur décharge sauvage. Il ne favorise pas non plus l'indispensable réduction des déchets à la source.

Je n'ignore pas du tout le dilemme évoqué tout au début. Alors, gardons nous de l'aggraver en nous érigeant en une position gestionnaire sans pouvoir l'assumer, légitimatrice du statu quo et démobilisante pour l'écologie politique et... pour nos utopies ! Ce serait irresponsable car notre responsabilité est le rétablissement de l'équilibre écologique et social, pas la gestion du déséquilibre.

Christopher POLLMANN

SILENCE N° 128 - AVRIL 90

ENVIRONNEMENT

PETITES PHRASES

Après la querelle sur les nitrates, de Henri Nallet, ministre de l'Agriculture : " *Les agriculteurs sont les premiers écologistes de notre pays*" (Le Monde, 28 février 1990). Et les chasseurs alors ?

CANADA : L'INCENDIE DE L'ANNEE

Quatorze millions de pneus ont brûlé pendant dix-sept jours en février dans une décharge près de Toronto. Un incendie similaire, avec trois fois moins de pneus, aux Etats-Unis avait duré huit mois. Les tonnes d'eau déversées par Canadair ont réussi à éteindre le sinistre mais risquent par contre d'entraîner une marée noire dans les rivières environnantes.

ALASKA : NETTOYAGE AN 2

Malgré une campagne de nettoyage intensive pendant plusieurs mois et les tempêtes de l'hiver, les côtes de l'Alaska sont toujours engluées du mazout déversé au printemps 89 par l'Exxon Valdez. Le gouvernement américain a obligé la compagnie pétrolière à reprendre les opérations de nettoyage. Les opérations menées en 89 ont déjà coûté 2 milliards de dollars à la compagnie.

HOLLANDE : INTERDICTION DES PILES AU MERCURE

A partir du 1er novembre 1990, les piles au mercure seront retirées du commerce en Hollande. Elles sont remplacées par des piles zinc-air, trente fois moins polluantes. (source Tam-Tam)

HOLLANDE : TUES PAR LES PESTICIDES

Entre 1975 et 1988, à Aalsmeer, région hollandaise d'horticulture, sept jeunes gens sont morts de cancers lymphatiques ou de leucé-

mies. Une étude a montré que la cause en était les pesticides. (source Tam-Tam).

ITALIE : IMPOT ECOLOGIQUE

Pour faire face aux pollutions, le ministre de l'environnement italien a proposé la mise en place d'un "impôt écologique" taxant les industriels en fonction des tonnes de poussières émises, des quantités de dioxyde de soufre émis. Il propose également une taxe de 30 % sur tous les pesticides utilisés en agriculture. Encore un qui a oublié que les agriculteurs sont les premiers écologistes du pays. (source Tam-Tam)

PLUIES ACIDES EST-OUEST

L'Institut International pour l'Analyse des Systèmes Appliqués (IIASA) dans une étude publiée à Vienne, en Autriche, montre que la seule manière de sauver les forêts d'Europe des dégâts causés par les pluies acides (pollution atmosphérique) est de transférer massivement les capitaux consacrés à cette lutte de l'Ouest vers l'Est où ils seraient beaucoup plus efficaces. Cela permettrait notamment de revoir complètement tous les systèmes de filtres des centrales thermiques des pays de l'Est. Les alternatives de Berlin-Ouest et le Réseau Arche de Berlin-Est demandent l'instauration d'une taxe sur l'énergie pour financer la mise en place rapide des filtres. Selon une étude récente, 54 % des arbres de RDA sont malades : leur nombre a augmenté de 10 % en 1989.

SUISSE : HALTE AU BETONNAGE

Le premier avril prochain, les Suisses sont appelés à voter sur 5 questions dont trois concernent l'aménagement routier. Deux initiatives demandent l'arrêt des travaux d'autoroutes, la troisième est la plus intéressante : elle demande tout bêtement

une stabilisation de la surface consacrée à l'automobile. L'initiative s'appuie sur une étude du programme national de recherche sur l'utilisation du sol en Suisse qui montre que chaque habitant occupe en moyenne 25 m² pour son logement contre 113 m² pour sa voiture. Dans les villes, un tiers de l'espace est consacré à l'automobile (routes et parkings). L'initiative demande que pour tout aménagement supplémentaire d'une surface donnée, une surface identique soit rendue à un autre usage que la voiture. Ainsi pour construire une nouvelle route, le gouvernement devrait prévoir de rendre piétonnes ou cyclables un certain nombre d'autres routes. Si cette proposition venait à être adoptée, elle permettrait de stabiliser l'espace automobile : sa seule modification pourrait se faire alors en qualité et non plus en quantité. Cela évite les mesures anti-sociales comme la hausse des carburants et met en principe le propriétaire de la Rolls au même niveau d'embouteillage que le propriétaire de la deux-chevaux.

TERRE ADELIE : ACTION DE GREENPEACE ET DE LA FNE

Les travaux de construction d'une piste d'atterrissage en Terre Adélie, en Antarctique, se poursuivent. Neuf militants de Greenpeace ont débarqué le 23 février dernier pour bloquer une nouvelle fois les travaux.

Le tribunal administratif de Paris a donné raison, le 12 décembre dernier, à France-Nature Environnement qui contestait les bases juridiques de cette piste : le gouvernement français n'a pas autorisé la construction de la piste et les travaux se font dans l'illégalité par l'Administration des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF). La FNE demande dans une lettre ouverte à Michel Rocard si nous sommes toujours dans un état de droit. Contact : FNE, 57 rue Cuvier, 75231 Paris Cedex 05, tel : (1) 43 36 79 95.

CLUB MED : LES DAUPHINS SI JE VEUX

Dans son catalogue été 90, le Club Med propose aux clients d'un village en Floride, la pêche aux dauphins. Or le dauphin est une espèce protégée aussi bien en France qu'aux USA. Robin des Bois a donc attaqué le Club Med devant le Tribunal Administratif pour obtenir le retrait de cette publicité. "Le bonheur, si je veux" mais pas au détriment des dauphins. Contact : Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tel : (1) 48 04 09 36.

PERRIER C'EST FLOU

Les Américains ont interdit la vente de l'eau de Perrier pour un taux de benzène ayant atteint 17 mg de benzène au litre. L'analyse faite en France a donné des chiffres encore plus élevés : de 21 à 34 mg par litre... mais en France, comme pour la radioactivité, nous pouvons supporter des doses de polluants plus importantes.

RAIL : RENTABILITE D'ABORD

Le contrat de plan adopté par le conseil d'administration de la SNCF le 15 février dernier transforme celle-ci en entreprise commerciale. Alors que les transports routiers sont subventionnés à hauteur de 15 milliards par an sous forme de détaxes sur les carburants, la SNCF se voit supprimer une subvention annuelle de 3,8 milliards venant de l'Etat. Dans les cinq ans à venir, la SNCF investira 100 milliards de Francs dont 45 pour les lignes TGV et 15 pour le réseau de banlieue de la région parisienne. Cette politique devrait se traduire par une amélioration des grands axes au détriment des petits... et par une augmentation, en cinq ans, de 30 % du trafic des poids lourds. J.S.

CHASSE : UNE REFORME DE LA LOI VERDEILLE ?

La Loi chasse actuelle permet à un chasseur de poursuivre son gibier sur le terrain de tous sans qu'il soit possible pour un propriétaire particu-

lier d'empêcher le passage sur ses terres... sauf si vous possédez plus de vingt hectares d'un seul tenant. Le Ministère de l'Environnement envisage une modification de cette loi en faveur des non-chasseurs ainsi qu'une extension de 150 m à 350 m de la zone de non-chasse autour des habitations. Cela provoque la satisfaction des opposants à la chasse et la levée de fusils des chasseurs... mais ces derniers sont de moins en moins nombreux. Une pétition circule pour demander ces modifications. Contact : Terre Vivante, 6 rue Saulnier, 75009 Paris.

CAMPAGNE DE REBOISEMENT

Pour préserver la forêt de plus en plus menacée par le déboisement, l'association "Les Amis de la Forêt" organise un réseau d'associations. A partir du jour de la Terre, le 22 avril et jusqu'au 25 novembre, cette association demande à tous de participer aux campagnes d'information sur la forêt. A partir du 25 novembre, "Ste Catherine de l'Arbre", des campagnes de reboisements commenceront en relation avec les écoles : plantations les mercredis et samedis après-midis, dans le but de sensibiliser le maximum de jeunes. Pour participer, prendre contact avec Les Amis de la Forêt, 38 rue Jean Moulin, 33220 Ste Foy la Grande, tel : 57 46 47 28.

PYRENEES : LALONDE AU SECOURS DU SKI

Le premier écologiste de France vient d'autoriser une enquête préalable au déclassement d'une partie du territoire du parc national des Pyrénées au profit de la station de Sarpot dans les Hautes-Pyrénées. C'est une première en France : aucun ministre de l'environnement n'avait encore osé déclasser un site protégé.

ALPES : FETE CONTRE LE 4 X 4

Inexorablement les véhicules motorisés de loisir envahissent les derniers espaces vierges : la montagne, la forêt, la campagne, le littoral. Depuis plusieurs années le problème

est soulevé à tous les niveaux. Mais le lobby 4 x 4 effraie les pouvoirs publics. Pour remonter les bretelles à une administration frileuse, la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, le Club Alpin Français, le FFRP et Mountain Wilderness ont décidé d'organiser une grande fête le 17 juin prochain en Beaufortin. Dans un souci de dialogue, les représentants des fédérations de véhicules tout terrain et des ministères seront invités. Renseignements : FRAPNA, 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry.

DROME : CHAMOIS COUP DE CŒUR

La Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, section Drôme, a lancé le 6 mars dernier une opération "2000 chamois en l'an 2000". Ce magnifique animal était en voie de disparition, il y a quelques années. Il est aujourd'hui en voie de reconquête. Une exposition "Chamois drômois, chamois coup de cœur" se déroule actuellement à la MJC de Crest. Renseignements : FRAPNA, 2 allée Séverine, 26000 Crest, tel : 75 42 43 65.

AMIENS : FERMETURE DE L'USINE D'INCINERATION

Le projet révolutionnaire de retraitement des déchets ménagers par méthanisation et compostage, mis au point par la société Valorga, et qui marche bien sur de petites installations, a décidé du mal à trouver son équilibre. Un an après la mise en route de l'usine d'Amiens, le conseil municipal a décidé de l'arrêter : la qualité du gaz obtenu n'est pas commercialisable comme tel et il reste à la sortie 40 % des déchets qui ne sont pas compostables. L'expérience qui a, depuis, été reprise par un consortium comprenant Batignolles, Gaz de France et une société de chauffage, devrait pourtant se poursuivre en collaboration avec une douzaine d'autres municipalités.

SAUVER L'ESCAULT

Du 9 au 29 avril, une marche internationale aura lieu de l'embouchure de l'Escault

en Hollande à sa source en France, en passant par la Belgique. Elle veut attirer l'attention sur la sauvegarde de l'eau. Renseignements : Marie-Françoise Doan, 50 rue Pierre Lepers, 59152 Chérengh, tel : 20 79 01 18.

PLAINE DU CRAU : COURSE DE 4 X 4

Alors que la CEE vient de débloquer 7 millions de francs pour la protection du littoral méditerranéen de la plaine du Crau, le préfet a autorisé, les 17 et 18 février dernier, une course de 4 x 4 sur ce littoral. Les associations de protection de la nature dénoncent cette course qui a provoqué un dérangement massif des oiseaux en hivernage et a abîmé localement la prairie dont dépend l'élevage ovin.

GARD : SOS BARRAGE DE LA BORIE

Le Conseil Général du Gard semble persister dans son intention de construire le barrage de la Borie. Ce projet est une atteinte à la démocratie, une agression à la population des Cévennes, une

destruction de l'environnement, un gaspillage honteux des fonds publics. Une pétition circule pour demander l'abandon du projet. Contact : Nature & Progrès Lozère, Le Cambonnet, 48330 St-Etienne Vallée Française.

DARDILLY : EPURATION DE LA DECHARGE

La décharge de Dardilly, dans le Rhône, au nord de Lyon, produit un liquide noirâtre qui inquiète les riverains. Les responsables de la décharge avalent dans un premier temps mis en place un collecteur qui permettait l'écoulement de ces eaux de pluie chargées de produits divers dans les canalisations d'égouts. Les remontées d'odeurs dans les tuyaux ont amené les habitants à couper le tuyau d'évacuation. La Direction régionale de l'Industrie (DRIR) a mis en place une navette de camions-citernes qui emmènent le liquide malodorant à la station d'épuration de Pierre-Bénite, au sud de Lyon... cette mesure est provisoire et une station d'épuration va être construite sur place. C'est encore l'Etat (et donc nous) qui fi-

Publicité

DEUX LIVRES INDISPENSABLES POUR APPRENDRE AUX ENFANTS A AIMER ET RESPECTER LA NATURE

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES

texte de Jean Giono

Ce grand classique des textes écologiques a pour but de faire aimer les arbres et de faire aimer à planter les arbres. Il raconte l'aventure tranquille d'un berger solitaire en Provence qui passe sa vie à semer et planter des arbres dans des collines où l'exploitation humaine incontrôlée avait créé le désert.

NOUS SOMMES PEUT-ETRE FRERES

paroles du Chef Seattle

En 1854, le président des Etats Unis d'Amérique offrit d'acheter une large zone du territoire indien et promit une "réserve" aux tribus dépossédées. Voici la célèbre réponse du Chef SEATTLE. Au-delà du sentiment indien qu'il exprime, ce texte a valeur universelle et définit de façon très limpide les rapports intemporels de l'être humain avec la nature.

chaque livre, abum illustré 32 p.
40 F. fco à
UTOVIE 40320 BATS (France)

(conditions spéciales pour associations et diffusion militante)

nance l'opération. Les industriels, eux, continuent à polluer.

MONTCHANIN : DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Le premier mars, un fût suspect a été retiré du chantier ouvert par le Ministère de l'Environnement. Celui-ci a porté plainte pour enfouissement en dehors des zones autorisées et la commune a fait de même. Mais le contenu du fût reste mystérieux. L'Adem, association locale, et les Verts ont demandé la mise en place d'expertises indépendantes et de contrôle par huissier. Le laboratoire d'analyses chargé d'étudier le premier fût n'est pas capable de mesurer la présence de dioxyne. A la suite de cette annonce, les associations locales et la mairie ont protesté d'autant plus que le premier fût contient de la mousse de polyuréthane selon le Ministère de l'Environnement... et que c'est précisément dans une telle mousse qu'ont été enfermés les restes de Seveso. Les associations ont également demandé que soit exploré la décharge au lieu indiqué par le journal Politis. L'Anred, chargée des travaux, refuse de le faire en prétextant qu'il n'y a pas de présence métallique... malheureusement, les appareils de détection ne descendent pas à plus de 7 m de profondeur... profondeur à laquelle on a retrouvé le premier fût. Que cherche-t-on à cacher ? Quel scénario torde prépare le Ministère de l'Environnement pour éviter de faire les fouilles demandées ?

LE HAVRE : AUTOROUTE A RISQUE

La Direction Départementale de l'Équipement envisage la création d'une bretelle d'autoroute entre des usines à risques assujetties à la directive dite de "Seveso" qui interdit précisément l'accès du public à une certaine distance de ce type d'installations dangereuses. 330 usines seulement sont concernées en France par cette directive. Robin des Bois a écrit au Préfet de Seine-Maritime pour lui demander le respect de la directive "Seveso". Contact : Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris, tel : (1) 48 04 09 36.

MANOSQUE : LES ELUS CONTRE GEOFIX

L'Association Nationale des Elus Ecologistes, par la voix de sa présidente, Andrée Buchmann et de son trésorier, Xavier Knowles, rappelle les raisons qui s'opposent à la réalisation du projet de stockage de déchets "géofix" à côté de Manosque. Ce projet qui veut réutiliser des cavités de stockage du gaz naturel est situé dans la zone périphérique du Parc Naturel du Lubéron et représenterait une violation de la charte du Parc, le procédé est irréversible et toute erreur est donc incorrigible, la région est classée en zone sismique 2, la plus élevée en France, le projet nécessitera 4000 mouvements de camions chargés de produits toxiques par an sur des itinéraires traversant de nombreux villages, le processus technique n'a fait l'objet d'aucun essai grandeur nature, vu la diversité des produits, tout contrôle sérieux est impossible, les retombées économiques peuvent être catastrophiques pour le tourisme, le thermalisme, l'immobilier et l'agriculture. L'association rappelle que le problème des déchets doit être traité à la base, lors de la production par ceux qui en sont responsables. Contact : ANEE, 90 rue Vergniaud, 75013 Paris, tel : (1) 45 81 27 96.

NANCY : SAUVONS LA MOSELLE

La Moselle à Tonnoy, aux portes de Nancy est gravement menacée par un projet de redressement des rives et d'extraction de granulats.

Ce site naturel a pourtant été choisi en 1983 pour la réintroduction du castor. Une pétition pour la conservation du site circule. Contact : Association de Protection de l'Environnement, 23 rue des Chenevières, 54210 Tonnoy.

VOSGES : TOURBIERES MENACEES

Une autre pétition circule pour obtenir l'annulation d'un projet de station de ski dans les Vosges qui saccagerait les tourbières de Rouge Felgne, site classé d'intérêt national par l'Institut Européen d'Ecologie et qui fait partie des neuf tourbières que le ministre de l'environnement s'est engagé à classer. Contact : Jean-Claude Noirclère, Vaubexy, 88500 Mirecourt.

LYON : ENQUETE SUR LA POLLUTION

Une enquête épidémiologique vient d'être commencée à Lyon pour étudier les conséquences de la pollution atmosphérique. Menée par une association de prévention et contrôlée par la faculté de médecine, elle devrait permettre de mesurer l'augmentation des allergies à partir de la consommation de médicaments. Les résultats devraient être connus à l'automne.

ALSACE : DECOUVERTE NATURE

Le Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement d'Alsace organise une découverte de la faune et de la flore dans le Ried Centre-Alsace du 9 au 13 juillet : activité sur le terrain, détente,

gastronomie locale. Contact : CPIE, 36 Ehnwih, 67600 Mutterholtz, tel : 88 85 11 30.

SAVOIE : PLANTES MEDICINALES

La Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, section Savoie, organise du 2 au 7 juillet prochain un stage sur la découverte et l'utilisation des plantes médicinales. Contact : FRAPNA, 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry, tel : 79 85 31 79.

LOIRE : AGRICULTURE CONTRE VOIE EXPRESS

La voie express Roanne-Digoin menace de traverser le domaine des Charmilles, à Vougy, où depuis 25 ans est développée une agriculture biologique avec des résultats exemplaires en France et à des prix extrêmement concurrentiels. Les exploitants ont écrit à Brice Lalonde dans l'espoir du respect de cette exploitation pilote. Contact : Les Charmilles, Le Morlandet, Vougy, 42720 Pouilly sur Charlieu, tel : 77 65 30 26.

RHONE : CINE NATURE

Val Noir Nature présente au foyer-cinéma de Vaugneray des soirées film-nature. Le 25 avril : "La plante et la fourmi" de J.M. Pelt, "Tant qu'il y aura des Cerfs" de Laurent Charbonnier, "Forêt à bout portant" de Guy Sauvage. Le 27 juin : "Le troisième règne" de J.M. Pelt, "Le retour de Bouldras" de Michel Terrasse, "Camargue grandeur nature" de Laurent Charbonnier. Renseignements : Val Noir Nature, Mairie, 69670 Vaugneray.

Année du tourisme en Malaisie : Les militants de Robins des Bois occupent un avion en partance pour le pays qui détruit les forêts tropicales. Cette campagne est réalisée en soutien au peuple des Pénans (photo Robins des Bois).



LA "TERREUR" ÉCOLOGISTE

En RFA, un réseau de "commandos écologistes" regroupant près de 4000 personnes mettrait actuellement au point un programme d'actions telles que incendies, punitions contre des scientifiques et des dirigeants d'entreprise. Utilisant des noms de guerre sans signification, ils sont issus des groupes d'actions durs qui se battaient contre le projet d'usine de retraitement de déchets radioactifs de Wackersdorf et contre les centrales nucléaires en général.

nom d'un "nouvel ordre mondial". Un livre intitulé "*des souris à l'homme*" dénombre les instituts et laboratoires qui travaillent dans ce sens et parle de "mafia de la génétique". Ce livre appelle à la disparition de telles entreprises.

Les autorités sont inquiètes de ce qui filtre de ces groupes qualifiés de "révolutionnaires". Malgré le travail intensif du bureau TE12 de la BKA, Agence Criminelle Fédérale, les éco-terroristes ne se laissent pas prendre facilement. Depuis

L'apparition de ce genre de militantisme extrême a vu le jour il y a quelques années aux Etats-Unis où les groupes comme "Earth First" (La Terre d'abord) se sont largement développés. A travers des journaux radicaux et des livres (comme "Du bon usage de la clé anglaise" qui explique toutes les techniques de sabotages), ils suscitent la création de nombreux petits groupes indépendants. Selon le FBI, des vols de matières radioactives pourraient leur être imputés et l'on craint même la possibilité pour un groupe de réussir à fabriquer une bombe atomique artisanale.

Aujourd'hui, les "combattants écologistes" passent en Europe. Le journal "Radikal", de Munich, a publié des feuillets d'explication pour confectionner ses propres bombes. Des guides circulent pour expliquer le fonctionnement d'un groupe clandestin. Depuis 1984, plus de 1000 attentats ont été commis en Allemagne : cela va des incendies de laboratoires au plastiquage des pylones à haute tension en passant par la libération des animaux de laboratoires. Les autorités estiment que ce phénomène est normal ; il est la frange radicale du mouvement écologiste.

Quelle conséquence cela peut-il avoir sur le fonctionnement de l'Etat ? La solution de facilité est de renforcer l'appareil policier... Quand on connaît la manière dont les groupes autonomes et extrémistes ont été manipulés en France par la police pour justement justifier un renforcement de l'appareil d'Etat, il serait urgent que les groupes écologistes plus institutionnels travaillent à dénoncer ce genre de pratiques qui, sous prétexte d'écologie, vont en fait à l'encontre de la démocratie. Il faut également rester extrêmement méfiant sur ce type d'articles alarmistes dont les seules sources sont celles de la police. On se souviendra pour cela de Paris-Match qui présentait certains camps de paix en France comme des lieux d'entraînement pour les commandos écologistes.

Francis VERGIER
d'après la traduction de
Christian GLASSON

Selon une enquête publiée en RFA (1), une nouvelle vague de terrorisme se prépare sur fond de protection de l'environnement. Réalité ou intoxication ?

(1) "Wiener" décembre 89 - Article de Michael Kneissler. (2) "Rote Zora" est le titre d'un livre très populaire pour adolescents qui raconte la vie de jeunes délinquants en Yougoslavie.

A l'instar de groupes comme Greenpeace, ils annoncent vouloir "s'occuper de manière pédagogique des représentants de l'industrie chimique". Petite différence : eux ne renient pas la violence. Les premières cibles annoncées : les laboratoires de manipulation génétique et de bio-technologie. Sujet crucial de l'instant.

Un journal radical "E-Coli-Bri" procure la théorie. Concernant la génétique, elle s'appuie sur les résolutions féministes dénonçant la possibilité de lancer une production humaine industrielle. Les féministes dénoncent le contrôle génétique possible de leur corps, la possibilité institutionnelle de racisme et de sexisme conduisant au fascisme au

1985, elle essaie de démanteler le groupe de femmes révolutionnaires "Rote Zora" (2), le groupe écologiste le plus dur d'Allemagne. La "Rote Zora" a commis plusieurs attentats contre des entreprises d'informatique et de recherche génétique à Cologne, Münster, Berlin... D'autres groupes sont apparus comme le "Virus incendiaire", les "Unités militantes"... La police est très pessimiste et craint une alliance entre ces petits groupes qui peuvent se rencontrer lors de manifestations de masse plus pacifistes. Ces groupes s'appuient sur l'opinion publique très réticente aux bébés-clones, aux tomates carrées et aux animaux domestiques manipulés génétiquement.

ÉCOLOGIE EN ROUMANIE

La dictature sanguinaire et paranoïaque du clan Ceausescu laisse la Roumanie dans une situation d'autant plus catastrophique qu'elle était jusqu'à présent soigneusement cachée.

Trois domaines doivent tout particulièrement retenir l'attention :

- Une "politique démographique" délirante : l'interdiction totale de la contraception et de l'avor-

ans... Sur les 9 millions d'adultes, pas loin de 4 millions étaient de près ou de loin liés au Parti Communiste.

- Un niveau général de pollution inquiétant : sans contestation, l'industrie lourde a pu se développer pratiquement sans aucune mesure antipollution. C'est le cas en particulier de l'industrie chimique et pétrochimique. L'utilisation inconsidérée d'engrais chimiques, la mauvai-

Parmi tous les pays de l'Est qui ont connu les uns après les autres des bouleversements politiques ces derniers mois, la Roumanie contraste nettement par la soudaineté, l'ampleur et la violence qui ont accompagné ce qu'il faut appeler une révolution.

tement, complétée par un contrôle gynécologique régulier, visant à obtenir 5 enfants par femme, a abouti à 14 millions de moins de 14 ans sur 23 millions d'habitants.

- Une économie exsangue et déstructurée : l'appareil de production roumain est actuellement dans l'incapacité de répondre aux besoins vitaux d'une population qui a été littéralement rançonnée depuis 45

se qualité des carburants disponibles, l'absence totale de moyens de mesure des niveaux de pollution de l'air, de l'eau ou du sol font craindre le pire. Selon certains biophysiciens, l'urgence est à la fourniture de médicaments spécifiques de lutte contre les effets biologiques de la pollution, en particulier la déminéralisation de populations entières. Selon des statistiques, la taille moyenne des Rou-

ains diminuerait significativement, contrairement à la tendance générale mondiale.

La situation politique

Le Conseil du Front de Salut National, conglomerat d'anciens communistes écartés des instances dirigeantes et de personnalités plus ou moins populaires, s'est donné pour tâche unique la transition démocratique et l'organisation d'élections libres. L'amateurisme qui semble le caractériser actuellement ne doit pas masquer la probable émergence en son sein d'appétits politiques personnels et de contradictions assez fortes. L'annonce du référendum sur le rétablissement de la peine de mort, puis son annulation, illustrent bien cet aspect des choses.

L'une des premières mesures prises par le CFSN a été l'autorisation des partis politiques. Une quinzaine ont été enregistrés, dont la plupart sont des partis qui existaient avant la deuxième guerre mondiale. Parmi eux, seul le Mouvement Ecologiste de Roumanie (MER) est réellement nouveau. Ayant décidé par choix stratégique de ne pas faire de politique tapageuse autour de ses activités, son apparition est passée quasiment inaperçue.

Miscarea Ecologista din Romania

Deuxième parti officiellement enregistré, dès le 30 décembre 1989, son noyau fondateur est essentiellement constitué d'intellectuels, scientifiques de haut niveau, écrivains, réalisateurs de télévision, cadres supérieurs dans l'industrie, étudiants, sociologues, etc... dont l'un des points communs est de n'avoir eu aucun lien avec le Parti Communiste. Avant la Révolution, la plupart ne se connaissaient pas entre eux et il règne une certaine méfiance réciproque, comme dans toute la Roumanie. Le travail considérable accompli en quelques semaines de façon collective permet de penser que ce handicap sera surmonté. A l'origine, le M.E.R. avait été enregistré comme "Parti Ecologiste Roumain", mais cette appellation a

fait l'objet d'une double rectification : la notion de "mouvement", beaucoup plus large que celle de "parti", signifiant qu'il n'a pas comme unique souci la compétition politique ; ensuite, le remplacement de "roumain", trop restrictif au regard des problèmes des minorités (hongroise, turque et allemande) par "de Roumanie". Ce simple détail a permis à lui seul à une multitude d'associations sportives, indépendantes du PC, ainsi qu'à de nombreux membres des minorités culturelles (plus de 8000 turcs par exemple) de rejoindre le M.E.R... (1)

La base sociale du mouvement s'est très rapidement élargie et il n'est pas rare de voir des groupes entiers de mineurs ou d'ouvriers de grandes entreprises adhérer en bloc, accompagnés de leur directeur. Souvent, la question écologique est vitale pour eux, car ils subissent de très hauts niveaux de pollution chimique ou biologique. Les étudiants également paraissent très sensibles aux thèses écologistes, et les contacts avec le monde paysan sont en bonne voie.

En janvier, le M.E.R. revendiquait 14 000 adhérents individuels et plus de 35 000 au travers des associations rattachées. Un mois plus tard, plus de 100 000 ! Des quotidiens écologistes sont édités en province, témoignant de la capacité étonnante d'auto-organisation des responsables locaux et de l'intérêt porté à ces questions par les Roumains en général. L'ensemble du territoire est couvert par des groupes rattachés au M.E.R., et le principe de

l'organisation interne sur la base des Régions, de manière tout à fait similaire à ce que nous connaissons à l'Ouest est acquis. A la mi-mars, un congrès définira en détail le fonctionnement et élira un "exécutif légitime".

Les bases politiques du M.E.R.

Le programme politique peut se résumer dans ses grandes lignes : - le M.E.R. se définit comme "une large courant d'opinion publique et d'action sociale indépendant, au caractère démocratique, pacifiste et humaniste". "La dimension politique du M.E.R. dérive de ses bases scientifiques, il considère son action sociale dans la perspective écologique, ce qui présuppose une utilisation optimale des ressources humaines et matérielles sur l'ensemble du territoire national en concordance avec les possibilités et les exigences du milieu naturel".

- Il propose d'introduire dans la Constitution un article particulier sur la nécessité de protéger l'environnement sur des bases écologiques et de faire référence explicitement à la charte de l'ONU.

- Un programme en 19 points répartis en 3 chapitres (écologie, économie sociale, morale-culture) aborde l'ensemble des problèmes et constitue pour le moment la référence du mouvement. Y sont évoquées aussi bien la lutte contre les pollutions, la sauvegarde du Delta du Danube (que Ceausescu voulait assécher et transformer en terres agricoles), la gestion rationnelle des ressources énergétiques, la démographie, que les "écotechnologies", la bio-éthique ou la nécessité d'accorder des pouvoirs importants aux Régions.

Quelques points mériteraient débat. La question du rôle et de la place des femmes n'est pas abordée, de même que les relations internationales, si ce n'est la volonté affirmée du désarmement. Sur le nucléaire, une explication rapide est indispensable : il y a en Roumanie un seul réacteur, construit par les canadiens, pratiquement terminé, mais dont le démarrage n'a pu être réalisé à cause d'un embargo de fait sur la li-

vraison d'Uranium (d'ailleurs les USA ont annoncé très rapidement après la chute du PC cette livraison). Les dirigeants du M.E.R. pensent que l'on ne peut pas, dans la situation catastrophique actuelle, faire l'économie de ce démarrage : d'une part l'épuisement des réserves pétrolières oblige la Roumanie à importer, ce qui risque de peser lourdement sur les capacités du pays ; d'autre part, ce réacteur ne coûterait presque rien, puisque déjà construit et payé, et la remise en route de l'économie nécessite un apport énergétique immédiat. Ils posent comme condition la mise aux normes internationales de sécurité et la mise en place d'un contrôle rigoureux sous la responsabilité des autorités territoriales concernées.

Les références récentes faisant défaut et les sondages d'opinion n'ayant pas encore cours, il est difficile d'apprécier l'impact électoral des différents partis. On peut toutefois s'attendre à un score remarquable.

Michel GIANDOLINI
Marc JEDLICZKA

Miscaera Ecologista Din Romania
Strada Olga Bancic Nr 11
Sectorul 2
Bucuresti - Romania

SOLIDARITE AVEC LES ROUMAINS

L'association Equilibre organise le 21 avril prochain une opération "Pommes de Terre". Distribués par les municipalités, des sacs de 5 kilos de pommes de terre seront vendus symboliquement 50 F. Le fruit de la vente servira à fournir aux Roumains du matériel agricole et des semences. Chaque famille vient de se voir attribué un jardin de 2500 m² mais ne possède aucun matériel pour le travailler : en échange du don de matériel, elles s'engagent à un don de 10 kg de pommes de terre que l'association Equilibre distribuera dans les orphelinats roumains. Contact : Equilibre, 97 av. de Saxe, BP 3148, 69397 Lyon Cédex 03, tel : 72 73 04 14.

(1) Concernant le nom du Mouvement, il faut savoir qu'il leur est historiquement impossible de s'appeler "Les Verts", car cela fait référence pour tous les Roumains à la Garde de Fer, milice fasciste qui a renversé dans un bain de sang le régime parlementaire en 1938...

SOUSCRIPTION PAYS DE L'EST

Après avoir rencontré les différents mouvements écologistes des l'Est, les Verts français collecte actuellement des fonds et du matériel (essentiellement matériel d'imprimerie et de bureau) pour aider au développement des nouveaux partis verts.

Chèques à envoyer à : Les Verts - Pays de l'Est, 19 rue Titon, 75011 Paris, tel : (1) 43 79 38 38.

POLITIQUE

ETATS-UNIS : QUELLE LIBERTE DE PENSEE ?

Norbetto R Keppe et Claudia S. Pacheco, psychanalystes brésiliens ont connu, en 1988, les prisons américaines pour avoir voulu publier un livre intitulé "Travail et capital" qui analyse l'échec du capitalisme et du marxisme et comment les Etats-Unis se maintiennent grâce aux ponctions sur le Japon et l'Europe. Arrêtés alors qu'ils amenaient leur manuscrit à New-York, ils n'ont été libérés que contre une caution d'un million de dollars. Le livre vient d'être publié en Grande-Bretagne. Ayant reçu le soutien de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme, les auteurs mènent campagne maintenant pour pouvoir stopper le procès et pouvoir diffuser leur livre aux USA. Contact : Martha Cruz, Proton Publishing House, 6 rue Bénard, 75014 Paris.

ISRAEL : PACIFISTES CONTRE-NATURE ?

Le 29 décembre dernier, les manifestants pacifistes ont organisé un rassemblement sur une colline surplombant la prison militaire n°6 où sont enfermés les militaires qui refusent d'intervenir dans les territoires occupés. Le lende-

main, le ministère de l'environnement a fait classer la colline interdisant toute manifestation pour y respecter la nature !

POLOGNE : UN MAIRE VERT A CRACOVIE

A la suite de la démission du maire de Cracovie, les élus municipaux (dont 30 seulement de Solidarnosc à la suite d'un boycott en 1988) ont choisi, à la surprise générale, Rosciszewski, conseiller municipal, fondateur du parti Vert polonais. Alors, un maire Vert pour une ville de 750 000 habitants ? Pas sûr ! Interrogé sur les questions écologistes, un porte-parole de ce parti Vert a déclaré ne pas pouvoir répondre : leur préoccupation étant d'abord de créer un parti de pouvoir entre Solidarnosc et les communistes. Cracovie est l'une des villes les plus polluées du monde et le nouveau maire a quand même demandé la diminution de moitié du nombre des aciéries à l'origine de la pollution atmosphérique. (source Politis)

QUE PENSENT LES SOCIALISTES ?

Selon un sondage de l'Express publié à la veille du congrès de Rennes, les mili-

tants socialistes sont 76 % à demander un blocage des loyers, 60 % pour l'arrêt de la construction de nouvelles centrales nucléaires, 60 % pour le rétablissement de la peine de mort dans certaines circonstances, 48 % pour le droit de vote des immigrés aux élections locales. Enfin, 75 % se disent favorables à un accord avec les Verts. Reste à passer du discours environnementaliste à une politique écologiste. Ce n'est pas demain la veille.

POUR UN FORUM CIVIQUE EUROPEEN

Les grands changements en cours dans les Etats de l'Est, dus à des mobilisations populaires massives, ne suscitent guère qu'un intérêt de curiosité exotique parmi les populations de l'Ouest. Ces dernières, anesthésiées par une relative aisance masquant mal des inégalités intolérables, protestent mollement contre leur éloignement de toute décision concernant leur devenir en se détournant de l'exercice de leurs devoirs civiques. Etats, Partis, Eglises ayant administré la preuve de leur commune incapacité à nous rapprocher, il reste aux citoyens d'Europe à le faire eux-mêmes. Nous nous proposons d'impulser au niveau européen un "forum européen civique" qui devrait dès cet été permettre de se rencontrer pour discuter des solidarités à organiser entre les citoyens des pays de l'Est

et de l'Ouest, des moyens à opposer aux investisseurs financiers qui rêvent d'une ruée vers l'Est, des méthodes à développer pour accélérer le désarmement général et gagner la bataille de l'écologie.

Une première rencontre préparatoire se tiendra à Limans les 14, 15 et 16 avril pour préparer la Forum de l'été. Pour en savoir plus : Comité d'initiative 89-93, Longo-Mai, BP 42, 04300 Forcalquier, tel : 92 76 05 98.

BORDEAUX : PERCEE ECOLO A SCIENCE-PO

Une liste écolo présente aux élections étudiantes de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux a réalisé, en ce début d'année, le joli score de 22 %... mais on a déjà fait mieux : une liste écolo présentée en licence de bio à Lyon I, en 1982, avait fait, en concurrence avec les deux UNEF, plus de 60 % et avait emporté 5 sièges sur 6... Certains fondateurs de Silence y étaient !

BOURGOGNE : LA POLITIQUE EN POESIE

Les Verts-Bourgogne Ecologie organisent du 31 mars au 30 juin, le 8ème concours de poésie : vers libres, classiques, néo-classiques, blancs... Une autre façon de faire de la politique. Contact : Verts-Bourgogne Ecologie, Hivernat Jean-Louis, 15 rue de Perrey, 71530 Crissey, tel : 85 46 12 23.

ENERGIES

DEVELOPPEMENT DES PHOTOPILES

Entre 1974 et 1989, la puissance installée en capteurs photovoltaïques dans le monde est passée de 100 kWc (kilowatt-crête) à 42 MWc soit une multiplication par 42 000. Les deux tiers de la production sont américains ou japonais. La France produit 6 % de la production mondiale de capteurs.

Les photopiles servent principalement à l'électrification hors réseaux : bâtiments collectifs, habitat, pompage, mobilier urbain, véhicules de

loisirs (50 % du marché), à des applications professionnelles en sites isolés : télécommunications, balisage maritime, (un tiers du marché), montres et calculettes (50 millions d'unités vendues dans le monde chaque année, 10 % du marché) et elles équipent enfin quelques centrales photovoltaïques reliées au secteur.

CALIFORNIE : CENTRALE SOLAIRE

La plus grande centrale solaire du monde (80 MW) a été mise en service en Californie. Elle s'intègre dans un

parc de 275 MW qui approvisionnent 130 000 logements. Le rythme de croissance prévu est maintenant de 80 MW par an.

ENERGIE SOLAIRE EN ZONE RURALE

Un cours de formation sur l'utilisation de l'électricité solaire en zone rurale isolée se tiendra à Paris du 2 au 20 juillet. Renseignements : SIDEF, 2 bis, rue Jules Breton, 75013 Paris.

ENERGIES EN SAVOIE

L'Association Savoyarde pour le Développement des Energies Renouvelables vient de réaliser une cassette vidéo sur dix ans de réalisa-

tions en Savoie. Elle est destinée surtout aux élus et décideurs locaux, 25 mn - 500 F port compris. ASDER, 299 rue du Granier, 73230 Saint-Alban Leysse.

RENNES : ENERGIES, EFFET DE SERRE, COUCHE D'OZONE

Le Centre d'Information sur l'Energie et l'Environnement (CIELE) de Rennes organise pendant le mois d'avril, un mois d'information sur le thème "Effet de serre et destruction de la couche d'ozone : impacts sur l'environnement". Conférences et week-ends de formation. Contact : CIELE, 48 Bd Magenta, 35000 Rennes, tel : 99 31 00 94.

ALTERNATIVES

VINGT ANS DE COOP AU JAPON

En 1965, pour lutter contre une inflation importante, un réseau de 200 ménagères, à Tokio, s'organise pour acheter 300 bouteilles de lait. Cette initiative sera à l'origine de la création en 1968 du Seikatsu Club qui se déclara officiellement comme une coopérative et concerne d'entrée un millier de foyers. A partir de 1971, le Club commence à acheter directement ses produits aux producteurs. Un embargo en 1973 pousse le club à distribuer ses produits sous sa propre

1989, le Seikatsu Club reçoit le prix Nobel alternatif. Début 1990, il compte plus de 300 élus aux dernières élections et passe le cap de 1000 salariés.

Le Club a pour fonction non pas de vendre mais d'acheter. A la différence de la plupart des coopératives japonaises qui distribuent des marchandises dans leurs magasins, le Club livre des produits directement à ses membres. Les produits de base tels le riz, les poulets, les œufs, le poisson, les légumes représentent

Depuis une vingtaine d'année, le "Seikatsu Club" développe au Japon un réseau de coopératives de consommateurs qui concerne aujourd'hui plus de 400 000 personnes et emploie plus de 1000 salariés.

marque. En 1978, le club se développe en province (Kamagawa, Saitama, Chiba, Nagano). Le Club crée alors sa première société (production de lait à Chiba et de produits laitiers à Hokkaido). En 1979, le Club entre en politique et compte son premier élu aux élections municipales. En 1986, le Club met en place une mutuelle. Aux élections de 1987, 31 membres du club deviennent conseillers municipaux à Tokio. En

60% de leurs stocks. En plus de cette fonction, le Club est un lieu de débat et d'action centré sur les préoccupations sociales liées aux problèmes de l'environnement, des conditions sociales des femmes, des conditions de travail. Le Club ne prévoit pas de dividendes à ses membres car l'objectif n'est pas le profit mais bien l'amélioration sociale de tous. Le Club utilise un système d'achat avec prises des commandes à l'avance,

distribution et paiement à des groupes de 6 à 13 familles, avec un seul produit par variété. Il ne pousse donc pas à la consommation, garantit ainsi la fraîcheur des produits et à un prix peu élevé.

Chaque groupe (appelé "han") est constitué en réseau de voisinage, la distribution et les commandes s'organisent en son sein. Un foyer peut passer directement commande. Chaque groupe élit un membre qui participe aux décisions d'une coopérative. Le Club comprend au total une centaine de coopératives pour environ 25 000 hans. La direction de chaque coopérative est composée de 10 à 20 personnes. Un congrès se tient chaque année et rassemble les délégués des hans. Ces délégués élisent la direction du Club dont 80 % sont actuellement des femmes. Elles sont chargées de coordonner l'ensemble des activités des clubs. Ainsi les grandes orientations politiques ou commerciales des coopératives sont issues de la base. Le budget du club atteint aujourd'hui 120 millions de francs pour les seules cotisations (1000 yens par mois et par foyer).

Le Club s'est doté d'orientations : il refuse de promouvoir des produits qui sont néfastes à la santé ou qui, dans le mode de production, sont nuisibles à l'environnement. Il favorise la coopération directe avec les fermiers locaux. Il prône un choix en fonction de la qualité et demande aux membres de participer à certains travaux comme les moissons. Lorsqu'il n'existe pas un produit important répondant aux critères exigés par le Club, celui-ci crée sa propre entreprise de production.

Enfin, s'il est connu en Europe, c'est parce qu'il participe à des actions internationales comme l'organisation des contre-sommets économiques (TOES). Il a organisé celui de 87 à Tokio et a apporté son aide à celui de 89 à Paris. Il s'investit actuellement dans l'OVIDE, Office de Veille Internationale sur la Démocratie Economique, mis en place lors de ce dernier contre-sommet. En Japonais, "Seikatsu" veut dire "Vie".

**Thierry FENDER
Emmanuel ANTOINE**

NUCLEAIRE

PETITES PHRASES

"Il n'y a pas de seuil minimal au dessous duquel les risques radioactifs sont considérés comme négligeables" déclare le Conseil National de la Recherche américain.

Le rapport annuel de Pierre Tanguy, inspecteur général de la Sûreté nucléaire à EDF annonce *"Dans l'état actuel de sûreté du parc EDF, la probabilité de voir survenir un accident conduisant à un risque radiologique suffisamment important pour déclencher sur le site le plan d'urgence, sur une des tranches du parc dans les dix ans à venir peut être de quelques pour cent"*. Tchernobyl sur Seine, sur Rhône ou sur Loire : voilà une évolution pour le moins surprenante de la part d'un acharné défenseur du nucléaire. Pierre Tanguy, en 1986, avait participé activement à la campagne de mensonges sur la venue du nuage de Tchernobyl au côté du célèbre professeur Pellerin du SCPRI.

Le rapport secret commandé par le gouvernement, dévoilé par Libération le 7 mars dernier, conseille à propos du stockage des déchets nucléaires *"que le choix du site soit fait rapidement par les pouvoirs publics pour éviter toute cristallisation de l'opinion publique sur des projets dont trois sur quatre seront, en tout état de cause, abandonnés. Pour ce choix, le souci d'éviter un phénomène de rejet relayé au niveau national comme ce fut le cas en son temps pour le projet de centrale nucléaire de Plogoff, doit être un caractère majeur"*. Et à propos de l'échec de la filière surgénératrice : le CEA *"semble aujourd'hui encore avoir la plus grande difficulté à accepter de réexaminer avec sérénité une doctrine qui s'est peu à peu muée en dogme"*.

434 CENTRALES DANS LE MONDE

Fin 1989, il y avait 434 centrales nucléaires dans le monde

réparties dans 27 pays. Avec une puissance de 318 000 Mégawatts, elles assurent 17 % de la production électrique et 3 % des besoins en énergie.

FUSION FROIDE : PEU D'ESPOIR

Nos physiciens ne croient plus, un an après son annonce, à la "fusion froide" présentée comme la révolution du siècle. Pas plus que la "fusion chaude" pour laquelle des budgets énormes sont dépensés depuis plu-

sieurs décennies, il ne semble y avoir d'espoir dans ce domaine. Nos grands physiciens découvriront peut-être un jour que le seul réacteur nucléaire approprié est le Soleil.

JAPON : 2,5 MILLIONS DE SIGNATURES

La campagne de pétition lancée par le Réseau anti-nucléaire japonais a recueilli 2,5 millions de signatures pour demander l'arrêt du programme nucléaire. C'est la plus grosse pétition jamais réunie dans un pays. Elle sera remise au gouvernement le 27 avril prochain. (source WISE).

AUSTRALIE : SAISIE D'URANIUM

Le 7 novembre dernier, la police a saisi 50 kilos d'uranium enrichi dans un hôtel de l'ouest de l'Australie. L'uranium proviendrait de l'Afrique du Sud. Deux personnes ont été arrêtées. (source WISE)

YOUGOSLAVIE : LE SEUL REACTEUR ABANDONNE

Le réacteur de Krsko dont le dysfonctionnement inquiétait les pays voisins (voir Silence de février) a été finalement arrêté définitivement en décembre 89 à la suite d'un tremblement de terre dans la région. (source WISE).

ARGENTINE : AMERICIUM DANS LA NATURE

Un ingénieur est venu annoncer, le 6 janvier dernier, dans un poste de police de Buenos Aires qu'il venait d'égarer un attaché-case contenant des pastilles d'Americium dans un des parcs de la ville. A la suite d'un appel à la prudence lancé par la police, la Commission Nationale de l'Energie Atomique (l'équivalent du CEA) a démenti la présence de pastilles radioactives annonçant que l'attaché-case avait simplement été contaminé par contact avec des sources radioactives. Les journaux posent la question : que faisait cet ingénieur avec cet attaché-case dans un parc du centre de la ville ? (source WISE).

TCHÉCOSLOVAQUIE : MANIFESTATION DES MINEURS

Le 21 janvier dernier, 500 mineurs des mines d'uranium de Pribram, en Tchécoslovaquie, ont manifesté pour demander une information sur les risques pour la santé que pose l'extraction de l'uranium. 30 000 personnes travaillent en Tchécoslovaquie, dans les mines d'uranium. Des questionnaires sur la santé de chacun ont été distribués par les comités de grève. Selon les grévistes, le taux de cancer serait particulièrement élevé. (source WISE).

TCHERNOBYL : 4 ANS APRES

FAUSSE-COUCHE EN NORVEGE

Selon une enquête publiée par la revue de l'Association des Médecins norvégiens, le nombre de fausses couches en Norvège a augmenté de 16 % en automne 86 par rapport à la normale. Ce taux est attribué au passage du nuage radioactif de Tchernobyl. Par ailleurs, de nombreux cas de malformations génétiques sont signalés comme la naissance il y a peu d'un enfant à deux têtes.

ENFANTS IRRADIES EN ISRAEL

Cinquante et un enfants juifs de la région de Kiev sont arrivés à Jérusalem le 15 janvier dernier par un vol de l'Aéroflot. Agés de cinq à quatorze ans, ils présentent des maladies du sang, perte de cheveux et anémies caractéristiques d'une forte irradiation. Ils vont être hospitalisés en Israël. L'ensemble de l'opération est financée par un syndicat israélien. Combien d'enfants sont dans cet état là dans la région de Tchernobyl ? Encore quelques victimes supplémentaires qu'il ne faudra pas oublier dans le bilan final. (source WISE)

APPEL AU SECOURS

Le gouvernement de la République de Biélorussie a demandé le mardi 6 mars dernier à l'ONU l'envoi de matériel médical pour faire face aux conséquences de l'accident de Tchernobyl. Dans cette république, située au Nord de Tchernobyl, qui a été copieusement arrosée par le nuage radioactif, 1,6 million d'hectares sont contaminés soit 20 % des terres agricoles. Si 107 villes et villages représentant 25 000 personnes ont été évacués, plus de 100 000 personnes vivent actuellement dans des zones fortement contaminées. Le représentant a annoncé que plus de 100 000 personnes devaient être déplacées cette année et encore 90 000 personnes l'année prochaine. Le coût médical de l'opération atteint déjà la somme faramineuse de 200 milliards de francs. Et ce n'est qu'un début.

DEMANDE D'ARRET

Deux réacteurs sur quatre contiennent à fonctionner sur le site de Tchernobyl. Le parlement ukrainien a voté, le 17 février dernier, une demande à Moscou pour obtenir la fermeture définitive du site. (source WISE)

SUEDE : CAMPAGNE PRO-NUCLEAIRE

En 1980, un référendum a prévu l'arrêt total du nucléaire en Suède pour 2010 sans prévoir les étapes intermédiaires. Le gouvernement a annoncé la fermeture de deux premiers réacteurs pour 1995/96. Ceci a provoqué la protestation des anti-nucléaires suédois et danois qui demandent une accélération du processus. Mais cela a aussi provoqué le début d'une campagne pro-nucléaire financée conjointement par les syndicats et le patronat de l'industrie nucléaire ; argument principal utilisé par les pro-nucléaire : après le démantèlement du nucléaire, la Suède verra baisser de manière catastrophique son niveau de vie. (source WISE)

ROUMANIE : CENTRALES CANADIENNES

Ceausescu avait passé un accord avec le Canada pour la construction de cinq réacteurs nucléaires de type Candu. Le chantier a démarré en 1982. Les ouvriers sont pour la plupart des déportés des minorités hongroises. En 1989, au moment de la révolution, 14 000 personnes travaillaient sur le site dont 14 canadiens. Deux réacteurs sont actuellement en construction et le premier devrait être mis en fonctionnement en 1991. Ni le Canada, ni le gouvernement provisoire roumain n'ont rien changé au chantier. Plus grave, les "Verts" roumains ne sont pas opposés au démarrage de la centrale : ils estiment qu'elle a coûté trop cher pour se permettre le luxe d'arrêter le chantier.

SUISSE : INITIATIVE CONTRE LE NUCLEAIRE

Le 23 septembre prochain, les électeurs suisses devront se prononcer sur trois initiatives provenant de campagnes menées depuis l'accident de Tchernobyl. La première demande l'abandon progressif du nucléaire, la seconde demande un moratoire de dix ans du nucléaire, la troisième demande à améliorer l'efficacité éner-

gétique. Selon un sondage réalisé en début d'année, 77 % des citoyens suisses se déclarent opposés au nucléaire contre 16 % qui souhaitent voir construire de nouvelles centrales.

CANADA : EAU LOURDE COMME BOISSON

Par une erreur encore inexplicquée, huit employés de la centrale nucléaire de Pointe-Lepréau (Nouveau Brunswick) ont bu de l'eau irradiée à des doses proches de la limite admissible. Ces personnes ne devront plus travailler en zone radioactive pendant un an au moins. La direction parle de sabotage.

cité, étudie la possibilité d'une nouvelle collaboration avec la France pour la construction d'un deuxième réacteur. Depuis le premier réacteur, l'Afrique du Sud possède la bombe atomique, étonnant, non !

GRANDE-BRETAGNE : CANCER ET EMPLOIS

Une étude officielle du Conseil Médical de Recherche en épidémiologie de Southampton montre le lien qui existe entre les cancers observés chez les enfants de la région de Sellafield et le travail de leurs parents dans les installations nucléaires. Cette étude réalisée sous la direction du Professeur Martin

tations génétiques sur le sperme des pères. L'équipe responsable de cette enquête souhaiterait maintenant la généraliser aux autres sites nucléaires. Le gouvernement est extrêmement réticent. Quant à la compagnie d'électricité, la British Nuclear Fuel, elle a simplement demandé à ses employés d'éviter de faire des enfants.

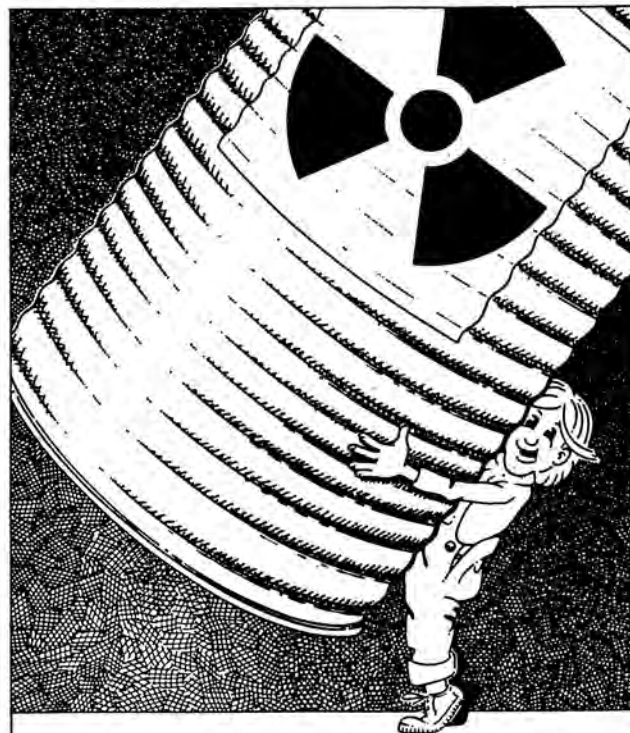
FRANCE : ETUDES EPIDEMIOLOGIQUES

Conséquence de l'étude britannique ou non, EDF a décidé, en collaboration avec l'INSERM, de suivre médicalement vingt mille de ses agents pendant la durée de leur vie pour connaître les conséquences éventuelles de leur travail sur leur santé. Les premières mesures ont commencé en janvier 1989. EDF se garde bien de dire que la plupart des interventions en zones radioactives sont effectuées par des intérimaires qui reçoivent souvent leurs doses annuelles admissibles en quelques minutes. Ce taux d'intérimaires atteint plus de 50 % du personnel à l'usine de retraitement de La Hague. Ce sont évidemment ces personnes qui sont les plus exposées et ce sont évidemment celles qui ne rentreront pas dans cette étude.

Une seconde étude, portant cette fois sur 150 000 personnes, mesurera les doses électromagnétiques reçues par les agents EDF et essaiera ainsi de montrer si ces ondes ont un effet sur la santé ou non.

CHUTE DU NUCLEAIRE : REFORME DU CEA

Le nucléaire, qu'on le veuille ou non, est en chute libre dans l'opinion publique depuis Tchernobyl. Le CEA, Commissariat à l'Energie Atomique, en fait les frais. Dans son nouveau plan de restructuration, il annonce la fermeture de deux de ses instituts : l'IRDI, Institut de Recherche et de Développement Industriel et l'IRF, Institut de Recherche Fondamentale. Par contre, d'autres instituts sont développés comme l'ANDRA, Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs et l'IPSN, Institut de Protection



ET MOI! QU'EST CE QUE J'EN F'RAI DE VOS DÉCHETS NUCLÉAIRES?...

Carte postale diffusée par Grantif, l'Ardivelle, 79200 Parthenay et le CIAD, BP 1, 79240 Largeasse

AFRIQUE DU SUD : VIVE LA FRANCE

En plein boycott de l'Apartheid, la France a quand même construit le réacteur nucléaire de Koeberg en Afrique du Sud. Les Afrikaners sont contents : l'Escom, société sud-africaine d'électri-

Gardner vient renforcer une étude précédente publiée en 1984 qui montrait une augmentation du taux de leucémies chez les enfants de la région. Le rapport indique que le niveau de radiation à l'intérieur des établissements nucléaires a pu influencer sur la santé des enfants en provoquant des mu-

et de Sûreté Nucléaires. Cela traduit une réalité simple : il n'y a plus de grand progrès à attendre du nucléaire, par contre, il va falloir essayer de donner une meilleure image de marque du nucléaire. Pour cela, il faut maintenant gérer les déchets et éviter les accidents.

DECHETS NUCLEAIRES : LES TRAVAUX CONTINUENT

L'arrêt des prospections sur les sites convoités par l'ANDRA n'est pas pour autant un arrêt de la recherche de site pour stocker les déchets nucléaires. L'ANDRA procède actuellement, par voie aérienne, par sondages divers, à la recherche d'autres sites géologiques possibles. Ce n'est donc que partie remise. Par ailleurs, les associations des Deux-Sèvres, GRANIT et CIAD, ont révélé que l'ANDRA continuait à procéder en secret à l'achat des terrains. Une transaction portant sur un terrain de 4,5 hectares s'est ainsi déroulée le 14 février, près d'une semaine après l'arrêt officiel des travaux de l'ANDRA. Pour une affaire dévoilée, combien sous la table ?

FRANCE : LES VERTS DEMANDENT UN REFERENDUM

A l'instar des Suédois et des Italiens, les Verts français ont demandé le 23 février dernier, au cours d'une conférence de presse, d'instaurer un référendum proposant aux Français une sortie "en douceur" du nucléaire. Les Verts demandent en outre l'arrêt immédiat du retraitement, le stockage sur les sites des déchets nucléaires. Ils préconisent une meilleure gestion de l'énergie, la mise en place de micro-centrales de co-génération au gaz (fabriquant de l'eau chaude et de l'électricité avec un haut rendement) et l'intensification de la recherche dans les domaines des énergies renouvelables.

ORLEANS : CONTROLE DU DEMANTELEMENT

L'ACIRAD, Association pour le Contrôle et l'Information sur la Radioactivité, a déci-

dé, en collaboration avec le laboratoire indépendant de la CRIL-Rad, d'effectuer un suivi radiologique du site de la centrale de St-Laurent des Eaux qui servira de point de référence pour surveiller les éventuels accidents qui pourraient survenir après l'arrêt du réacteur et lors de son démantèlement. Renseignements : ACIRAD, Mr Ecuyer, 3 rue Maurice Berger, 45000 Orléans, tel : 38 88 39 45 ou 38 62 32 30.

BUGEY : INCIDENT SANS GRAVITE

Un technicien travaillant à la centrale du Bugey, dans le réacteur 2, actuellement en cours de révision décennale a subi, le 2 mars dernier, une contamination radioactive qui a nécessité une visite médicale au Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI). Tout va bien.

MALVILLE : INCIDENT SANS GRAVITE

Même en période d'arrêt, la centrale expérimentale arrive à avoir des "incidents sans gravité". Après la chute d'une grue sur le dôme du réacteur, c'est, cette fois, une ampoule contenant du krypton 79 et servant à tester des purgeurs de radioactivité qui a été brisée par erreur, le dimanche 25 février. Les employés présents ont dû quitter le bâtiment. Ils ont pu regagner leur travail après "aération" de la salle. La radioactivité est donc passée à l'air libre. La manière la plus simple de s'en débarrasser. Le réacteur, selon un programme communiqué en septembre dernier, devait redémarrer le 2 février dernier. Il est à l'arrêt depuis le 7 septembre. A la suite des ennuis de bulle d'argon découverts à Phénix, la nouvelle date de redémarrage est annoncé pour la fin mars ou le début d'avril. Une nouvelle autorisation de redémarrage est pour cela nécessaire.

MALVILLE : L'AVENIR C'EST NOTRE AFFAIRE

Le 7 avril dernier, un groupe de femmes de Genève lançait l'appel "L'avenir c'est notre affaire" pour deman-

der l'arrêt du surgénérateur. En septembre, elle lançait une pétition adressée au Parlement Européen demandant à celui-ci de prendre des mesures contre la France. En trois mois, près de 45 000 signatures de femmes ont été réunies en Europe et ont été déposées le 13 février dernier à la commission des pétitions du Parlement. Le vice-président de cette commission est Gérard Monnier-Besombes, vert français. Celui-ci a promis que si la commission peut retenir des griefs contre la France, elle demanderait l'application de la législation communautaire. Renseignements : L'Avenir c'est notre affaire, CP 229, CH - 1211 Genève 12, tel : 41 22 / 733 68 68.

MALVILLE : FORMATION RADIOACTIVITE

Une journée de formation sur la radioactivité et le nucléaire est organisée à Lyon, le 5 mai prochain. Cette journée est animée par la CRIL-Rad et portera sur ce qu'est la radioactivité, l'hygiène alimentaire, le fonctionnement normal des centrales nucléaires, que faire en cas d'accident, etc... Renseignements : Comité Malville de Lyon, 4 rue Bodin 69001 Lyon, tel : 78 56 44 20 (le soir).

GOLFECHE : SOUSCRIPTION

Depuis des années se pose la question de la rentabilité du nucléaire. Une étude réalisée par l'INESTENE, Institut Indépendant, sur le site de Fessenheim en Alsace montre que la centrale ne sera pas rentable avant 30 ans de fonctionnement alors qu'elle n'est pas prévue pour fonctionner aussi longtemps. Les opposants à la centrale de Golfech ont lancé une souscription d'un montant de 45 000 F pour réaliser une étude similaire sur la centrale de Golfech. Ils espèrent pouvoir réunir cette somme rapidement pour présenter le rapport avant le démarrage de la centrale. Versement à l'ordre de VSDNG, CCP 15 88 41 X Bordeaux. Contact : VSDNG, BP 343 47008 Agen.

LA HAGUE : LE JAPON VEUT SON PLUTONIUM

Pour alimenter son surgénérateur, le Japon veut récupérer son plutonium issu du retraitement de ses déchets par l'usine de la Hague, dans la Manche. En octobre 1984, le navire "Seishin Maru" avait déjà embarqué 250 kg de plutonium dans le port de Cherbourg. Ce convoi du siècle avait emprunté le canal de Panama, ce qui avait valu la légion d'honneur au général Noriégá. Le convoi par avion a été refusé à cause des risques d'accident. Un bateau spécial est actuellement en construction au Japon pour venir chercher du plutonium en France à partir de 1991. (source Robin des Bois)

CONTRE L'USINE MELOX

La création d'une usine de production de combustible mixte uranium + plutonium (combustible appelé MOX) est actuellement en discussion entre le Ministère de l'Environnement et celui de l'Industrie. Ce procédé permettrait d'utiliser une partie du plutonium issu du retraitement dans les centrales nucléaires classiques de type PWR sans passer par les surgénérateurs. Son inconvénient : la production de déchets radioactifs deux fois plus radiotoxiques que ceux actuellement produits par ces mêmes réacteurs nucléaires. A un moment où la question des déchets est cruciale, la décision de construction d'une telle usine paraît pour le moins déplacée. Un grand nombre d'associations ont écrit au 1er Ministre pour protester. Contact : GSIEN, 2 rue François Villon, 91400 Orsay.

ERRATUM : PILULE AMERE

Dans le numéro précédent, nous vous annoncions le projet gouvernemental de faire distribuer des pastilles d'iode à proximité des compteurs d'électricité. Le projet n'est pas français mais belge. Les compagnies belges ont répondu positivement au ministre en disant qu'elles étaient prêtes à vérifier la distribution des pastilles d'iode.

PAIX

PETITES PHRASES

De Chévènement, ministre de la Défense : "Je crois à un monde sans armes comme on croit au dépérissement de l'Etat ou à la société sans classe, c'est-à-dire comme on croit à une belle utopie... mais cette utopie est nécessaire". La Pravda du 1/3/90.

De Martin Luther King, prix nobel de la Paix 1964 : "Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères sinon nous allons mourir ensemble comme des idiots".

PAKISTAN : LA BOMBE SERA FRANÇAISE

Le 10 janvier dernier, les services secrets français, allemands et américains mettaient fin à un trafic de technologie et de matières "stratégiques" en arrêtant plusieurs personnes de l'ambassade du Pakistan à Paris. Ceci dans le but d'éviter que le Pakistan ne parvienne à réaliser sa propre bombe atomique. La "recherche" pakistanaise n'aura été freinée que pendant un mois. Lors de son voyage au Pakistan, fin février, François Mitterrand a accepté d'aider le Pakistan à développer sa filière civile. L'ancien chef du pays, Zia ul-Haq était moins hypocrite que notre Tonton national. Il déclarait en 1986 : "Le Pakistan est en mesure de construire la bombe quand il le souhaite. Une fois acquise la technologie, vous faites ce que vous voulez : l'utilisation à des fins pacifiques ou militaires". Ali Butto, le père de Benazir Butto déclarait lui : "Il y a une bombe atomique indienne, une bombe juive, une bombe chrétienne, il doit y avoir une bombe islamique".

URSS : CONTRE LES ESSAIS NUCLEAIRES

A la suite de deux accidents sur le site d'essais nucléaires soviétique de Semipalatinsk, au Kazakhstan, les 12 et 17 février 1989, un mouvement d'opposition est apparu demandant l'arrêt des essais

mais aussi l'établissement d'une carte écologique des territoires "morts" pour y empêcher toute culture et essayer de décontaminer. Le mouvement s'appelle "Nevada" du nom de l'Etat où les USA font leurs essais. Le mouvement a rapporté les témoignages de villageois qui, en 1954, ont servi de cobayes. Les médecins sont venus renforcer leurs dires en affirmant avoir soigné de nombreuses personnes atteintes de cancers. (source Damocles)

CONVENTION EUROPEENNE POUR LE DESARMEMENT

La neuvième convention européenne pour le désarmement nucléaire (END) se déroulera cette année à Helsinki (Finlande) et Tallin (Estonie) du 3 au 7 juillet 1990. Ces réunions annuelles sont des lieux d'échanges entre mouvements de paix et, plus généralement, de mouvements sociaux. Les thèmes de cette année : perspectives pour les années 90, l'Europe en mouvement, le militarisme dans nos sociétés, les individus, les nationalités, et les Etats, donner une chance à la paix. Contact : Convention END, Sylvie Mantrant, 50 rue Lepic, 75018 Paris.

RDA : MARCHÉ INTERNATIONALE POUR LA PAIX

Du 4 au 12 août, une marche internationale pour la paix organisée par la Conférence Chrétienne pour la Paix se déroulera sur le thème "Vivre sans armement". Traductions en anglais et en français assurées. Inscriptions avant le 1er mai à : Hannelore Schmidt, Markomannenstr. 27, D - 7000 Stuttgart 40, RFA, tel : 19-49 711 87 40 80.

ESPAGNE : VALENCE DENUCLEARISEE ?

Greenpeace a organisé, le 28 janvier dernier, une manifestation contre l'entrée dans le port de Valence d'un porte-avion nord-américain. 2000 personnes ont rappelé

que la ville s'est déclarée zone dénucléarisée depuis 1983 alors que selon Greenpeace, plus de 150 têtes nucléaires sont présentes sur ce navire.

RESISTANCES A LA MILITARISATION

Les rencontres "Résistance à la militarisation" auront lieu du 13 au 16 avril à Poutac dans le Tarn. Une trentaine d'intervenants français et étrangers, militants dans différents mouvements antimilitaristes, libertaires, non-violents, pacifistes, y présenteront les différents moyens d'action. Le programme complet est dans le numéro de février de Silence. Pour en savoir plus : Résistance à la militarisation c/o COT, BP 229, 81006 Albi Cédex.

NON-VIOLENCE ET DROITS DE L'HOMME

Les actes du forum "La non-violence dans la lutte pour les droits de l'homme" qui s'est tenu à Paris les 25 et 26 novembre derniers seront disponibles à partir du 15 mai. Jusqu'à cette date, il est possible de passer commande à 50 F (port compris). Au delà, le prix sera de 75 F. Contact : Forum "Non violence et Droits de l'Homme", 64 rue d'Orsel, 75018 Paris.

OBJECTION : CHAIR A ASSOCIATION

Depuis 1984, le "pouvoir d'achat" des objecteurs* pourtant déjà bien faible a baissé de 26 % selon une enquête du MOC, Mouvement des Objecteurs de Conscience. Pire : il s'avère que des associations peu scrupuleuses retiennent une partie de la solde "pour frais de gestion" : cela peut aller jusqu'à 500 F par mois pour une solde maximum de moins de 3000 F. Le MOC a écrit aux Ministères concernés pour leur demander ce qu'ils comptaient faire sur ces questions. Contact : MOC, 24 rue Crémieux, 75012 Paris.

MARCHE MALVILLE - STES MARIES DE LA MER

Dans le cadre des marches internationales pour la paix, une marche aura lieu du 1er septembre 90 à la mi-oc-

tobre, de Malville, dans aux Stes Maries de la Mer. Selon la formule de Henri Laborit selon laquelle "nous avons tous la possibilité d'agir sur la trajectoire du monde", cette marche veut affirmer une préférence pour un mode de vie et des traditions qui respectent les personnes, tenter de limiter la consommation de biens et d'énergie inutiles, exprimer le refus du nucléaire civil et militaire, proposer et discuter d'autres modes de défense et de production d'énergie, exprimer le refus du racisme, de l'intolérance sous toutes ses formes, promouvoir les moyens non-violents. La marche passera sur le plateau d'Albion, site des missiles nucléaires français avant d'arriver aux Saintes Maries de la Mer, lieu de pèlerinage tzigane. Pour participer à la marche, proposer des hébergements : Yann Forget, Le Bulsson, 74540 Gruffy, tel : 50 77 51 22.

LYON : OBJECTEURS A VELO

Pour la journée européenne de l'objection de conscience, le 15 mai prochain, le Mouvement des Objecteurs de Conscience de Lyon organise une manifestation à vélo dans les rues de Lyon sur le thème "solidarité Est-Ouest". Renseignements : MOC c/o CEP, BP 5006 69245 Lyon Cédex 05.

MANUEL PERIER EN PRISON

Manuel Perier, 20 ans, a été condamné, le 20 novembre, pour la troisième fois à cinq mois de prison pour refus d'obéissance. Père de famille, il devrait pourtant pouvoir bénéficier d'une exemption. Pour en savoir plus : Avis de Recherche, BP 53, 75861 Paris Cédex 18.

ILE-DE-FRANCE : NON-VIOLENCE AU TIBET

La Maison de Vigilance de Taverny (95) organise le vendredi 27 avril, à 20 h 30, une soirée sur la lutte non-violente de libération du peuple tibétain avec la présence de Lobsang Jynba, moine tibétain, leader de l'insurrection de mars-avril 1988. Contact : Maison de Vigilance, 134 route de Bethemont, 95150 Taverny, tel : (1) 39 95 68 28.

LA FIN DU NICARAGUA SANDINISTE

En France, la radio, la télévision et les quotidiens nationaux ont largement rapporté le succès de l'Union Nationale de

l'Opposition comme une victoire de la démocratie sur la dictature. Sur France-Inter, l'amalgame est fait avec la chute du dictateur Marcos

Dix ans après la révolution, les sandinistes quittent le pouvoir en douceur



des Philippines, et du général Zia du Pakistan ; dans "Le Monde", Bertrand de la Grange, fidèle à sa ligne journalistique, affirme (1) : "A la différence de Samozza, les sandinistes disposent d'un appareil politique et répressif beaucoup plus sophistiqué qui pourrait leur permettre de se maintenir au pouvoir malgré leur impopularité". Quant à la 5, elle fait un lapsus révélateur en sous-titrant "Général Noriega" pendant une interview de Daniel Ortega (2).

Seule "L'Humanité" se distingue par une analyse correcte de la situation au Nicaragua, mais quel crédit peuvent avoir ses propos auprès de l'opinion publique française lorsqu'elle titre en première page : "Georges Marchais réaffirme son soutien inconditionnel à Daniel Ortéga" (3).

Quoi qu'il en soit des déboires de la majorité de la presse française, les sandinistes ont bien été sanctionnés par le scrutin du 25 février 1990. La victoire de l'UNO est nette puisqu'elle remporte la majorité absolue dans les trois scrutins : présidentiel, législatif et municipal. Violetta Chamoro, et son colistier

Virgilio Godoy (Parti Libéral Indépendant) obtiennent 54,7 % des voix alors que Daniel Ortega et Sergio Ramirez ont obtenu 40,8 %. On note une nette bipolarisation du scrutin puisque les huit autres candidats représentés obtiennent moins de 5 %. A l'Assemblée Nationale, le clivage est aussi marqué : 51 sièges pour l'UNO, 39 pour le FSLN, 1 pour le Parti Social Chrétien. L'UNO n'obtient tout de même pas les 60 % de sièges nécessaires pour modifier la constitution mise en place par les sandinistes. En réunissant 14 partis (des communistes à la droite dure) dont l'unique point commun était de mettre fin à dix ans de pouvoir sandiniste, elle se présente comme un édifice bien fragile. Comment vont se répartir les postes de responsabilités notamment ceux du ministère de l'Intérieur et de la Défense ? L'assemblée nationale pourrait bien voir ainsi à sa présidence, Alfredo César, un ex-dirigeant de la Contra.

L'UNO n'a pas gagné les élections grâce à un programme électoral mais surtout à cause du bilan des sandinistes : économie délabrée, développement du secteur informel, réforme agraire inachevée. Le nouveau pouvoir va certainement amplifier les mesures de libéralisation de l'économie qui ont été engagées en 1988 par les sandinistes et qui font penser aux remèdes du FMI (4). Mais cette fois, le gouvernement bénéficiera de l'aide de son grand voisin du nord. En effet, les Etats-Unis ont appelé mardi 27 février à un effort international d'aide au Nicaragua et se sont engagés à lever rapidement les sanctions et le blocus économique mis en place par l'administration reaganienne en 1985.

L'autre point sensible, pour les Nicaraguayens dans leur choix électoral, est la possibilité de retrouver rapidement la paix. Si les sandinistes et l'UNO sont tous deux déterminés à œuvrer pour la paix au Nicaragua et affirment leur volonté de démanteler la contra, seule l'UNO bénéficie de la bienveillance des Etats-Unis. Depuis les accords de Tela signé par les cinq présidents d'Amérique centrale en août 89, la contra aurait dû être démantelée,



publié dans le journal "La prensa"; dimanche 4 mars : "Les forces de la contra devront être totalement démobilisées et désarmées, la seule armée légale du pays restera l'armée populaire sandiniste, réduite et réorganisée". La majorité des cadres de l'armée resteront sandinistes.

Les Contras ne sont pas disposés à déposer les armes avant la prise de pouvoir effective de l'UNO, le 25 avril prochain. Leur intégration sociale dans la société civile sera difficile ; le gouvernement hondurien redoute par ailleurs qu'une partie d'entre eux ne s'installent définitivement dans son pays et fassent des exactions.

Pour l'instant, les personnalités les plus intransigeantes du FSLN et de l'UNO n'ont pas réussi à s'accaparer le devant de la scène. Le Ministère de l'Intérieur, Thomas Borge qui déclarait avant le scrutin qu'en cas de victoire de l'opposition, son ministère et celui de la défense devraient rester au main du FSLN, semble s'être effacé. De même, Virgilio Godoy (PLI), l'un des durs de droite, est obligé de tenir compte des avis plus modérés de Violetta Chamoro. Face au climat de tension qui règne au Nicaragua, les leaders du FLSN et de l'UNO essayent de calmer la situation. Ainsi en témoignent les discours apaisants de Daniel Ortéga et sa poignée de main au Cardinal Obando y Havo à la sortie de la messe devant la presse internationale (5). Retourné dans l'opposition, le FSLN dispose maintenant de plusieurs années pour devenir un véritable parti politique et se débarrasser des derniers attributs de son passé de guerilla.

Hervé PRAT

pourtant elle maintient toujours ses 10 000 hommes à la frontière du Honduras et était prête, en cas de victoire des sandinistes, à reprendre ses expéditions meurtrières.

La question militaire sera l'un des enjeux les plus importants des semaines à venir. Certains mem-

bres de l'UNO souhaiteraient voir l'armée sandiniste dissoute pour que les hommes de la contra puissent constituer la nouvelle armée. Violetta Chamoro s'est engagée à supprimer le service militaire obligatoire établi par les sandinistes. D'après le programme de transition

- (1) "Le Monde", vendredi 23 février 1990
- (2) "La 5", journal télévisé de 20 h, le mercredi 7 mars 1990
- (3) "L'Humanité" du mercredi 28 février 1990
- (4) "Silence" n°126 de février 1990
- (5) "El Pais", Lundi 5 mars 1990.

QUEL AVENIR POUR L'AMAZONIE ?

Brochure hors-série en souvenir de Chico Mendes assassiné en décembre 88 parce qu'il luttait contre la destruction sauvage de la forêt amazonienne
En soutien aux organisations qui luttent contre le massacre de la forêt tropicale.

Format 15 x 21 cm - 36 pages - Préface de René Dumont et Alain Ruellan
15 F (+ 5 F de port) l'ex. - 130 F franco les 10 ex.

Chèques et commandes à Silence 4 rue Bodin 69001 Lyon

MENACES CLIMATIQUES (2)

UN AVENIR INCERTAIN

(1) Olivier Postel-Vinay, "Les prophètes de l'été carbonique", *Science & Vie*, août 1986.

(2) Philip D. Jones, "Le climat des mille dernières années", *La Recherche*, Mars 1990.

(3) Silence, Janvier 1990 "Climat et effet de serre".

Combien de fois avons-nous déjà entendu : il n'y a plus de saisons ! Souvent, très souvent. Avec raison ou sans raison ! Il n'en reste pas moins vrai que la variabilité du climat s'est accrue depuis 1970 contrairement aux décennies précédentes. Des "prophètes de l'été carbonique" (1) nous annoncent un réchauffement de la planète depuis le début du siècle tandis que

l'effet de serre prévu par les modèles climatiques ? Pour le moment, il est trop tôt pour répondre. Seule l'augmentation des gaz à effet de serre dans notre atmosphère nous permet de penser que nous allons connaître un réchauffement (3). Si la tendance actuelle devait se confirmer, il faudrait s'attendre à un réchauffement de 2 à 5°C au cours des 100 prochaines années (4).

La météo ne peut même plus nous annoncer les saisons, on parle de plus en plus de réchauffement climatique. Dans notre numéro 125, nous vous présentons l'explication technique de cette modification des climats. Que font les politiques ?

(4) Résultat d'un travail scientifique international. Ces chiffres ont été communiqués en Octobre 1985 à Villach en Autriche.

(5) "Holocene-Late Pleistocene Climatic Ice Core Records from Qinghai-Tibetan Plateau", *Science*, vol.246 du 27 octobre 1989.

(6) J. Hansen and S. Lebedeff, *Geophys. Res. Lett.* 15, 323 (1988).

(7) Renaud de la Taille, "La France n'est-elle plus un pays tempéré ?", *Science & Vie*, 868, janvier 1990.

d'autres s'inquiétaient dans les années 70 de la fin prochaine de notre époque interglaciaire et de l'imminence d'une prochaine glaciation (qui est prévue dans plus de 60 000 ans).

Parce qu'ils mesurent la température moyenne de la Terre, les scientifiques ont pu constater une hausse moyenne de 0,5°C depuis environ un siècle (2). Vu la difficulté d'obtenir ce chiffre sur une aussi longue période, certains ne le considéraient pas comme vraiment significatif. En tout cas, s'il l'est, est-ce dû à la modification de la composition de l'atmosphère ? est-ce le début de

L'étude du passé s'affinant, cette tendance devient de plus en plus claire. Une équipe sino-américaine (5) a effectué des prélèvements de glace sur le plateau tibétain de Qinghai en Chine et en a analysé la teneur d'un corps chimique (isotope de l'oxygène). D'après leurs mesures, les soixantes dernières années écoulées seraient les plus chaudes de l'enregistrement qui remonte jusqu'à 35 000 ans (le dernier maximum en température a eu lieu il y a environ 6000 ans). De plus, les années 80 ont été la décennie la plus chaude avec des records (6) pour les années 1981, 1987 et 1988.

En France, la sécheresse dure depuis août 1988 sur une partie du territoire et persiste en ce début d'année (7). Les terres ont soif, les barrages se vident, le niveau des nappes phréatiques baisse. En 1976, la sécheresse n'avait duré "que" neuf mois. De nouveau en septembre 1985, ce qui pourrait nous laisser croire que la France se désertifie mais ce serait oublier les aléas climatiques de ces derniers siècles qui ont entraîné pertes agricoles et famine. Il y a bien une augmentation de la désertification un peu partout dans le monde mais la France n'est pas dans ce cas.

En avril et mai 1983, La France a aussi connu l'année la plus pluvieuse depuis cent ans. En janvier 1985, une vague de froid exceptionnelle a fait 130 morts dans l'hexagone. Une fois de plus, ces écarts sont naturels même s'ils sont spectaculaires. Des froids exceptionnels comme ceux de l'hiver 1708/1709 ont eu comme conséquence directe et indirecte la mort estimée de 1 400 000 personnes. Le 31 décembre 1788, il a fait à Paris -21,5°C. En décembre 1879, dans la Meuse, Commercy a connu une température minimale de -27°C. Et rien n'empêche que cela recommence !

Les états réagissent

L'excès de gaz à "effet de serre" inquiète. Après la sécheresse de l'été 88, les gouvernements ont été alertés par le problème. On peut considérer cette année là comme étant l'année de départ. Maintenant, les pays organisent des colloques regroupant scientifiques et membres de gouvernement. Les organisations non gouvernementales (ONG) s'organisent aussi. Après la conférence de Montréal sur la limitation des CFC, c'est au tour du réchauffement climatique de prendre la première place. La Terre n'a jamais eu autant d'amis que maintenant. Les déclarations de principe sont légions mais l'ambition est limitée : il est reconnu que l'atmosphère doit être protégée et qu'il faut lutter contre la modification du climat. La France et les Pays-Bas proposent la mise en place d'une institution mondiale indépendante tandis que les Etats-

Unis, la Grande Bretagne et beaucoup d'autres s'y opposent. La mise en place de solutions pratiques n'est pas encore envisagée sérieusement. Les conférences planétaires se multiplient, Thatcher à Londres et Rocard à La Haye en mars 1989, Mitterrand à Paris en juillet de la même année, chacun veut la sienne. En Novembre 1989 à Noordwijk, les Pays Bas ont réuni quelques 70 pays avec une déclaration finale à la clef permettant d'espérer une sérieuse réduction de la pollution atmosphérique d'ici à la fin du siècle : chaque pays prendra des décisions après la réunion de novembre 1990 du groupe interministériel sur l'évolution climatique (GIEC). Créé en 1988 sous l'égide du PNUE, le GIEC va examiner un rapport scientifique en septembre 1990 sur la situation mondiale. Si les choses traînent autant, c'est parce qu'une réduction, même de 20% des émissions de CO2 avant l'an 2000, est considérée comme économiquement suicidaire (selon les Etats-Unis, l'URSS et le Japon...) ou signifierait l'arrêt du développement industriel (selon la Chine...). Si rien n'est fait, les émissions du gaz carbonique doubleront pour l'an 2000 ce qui fait titrer au Monde du 9 novembre 1989 : "Unanimité de façade contre l'effet de serre".

Réuni en février 1990 à Washington, le GIEC a étudié quelques pistes comme celle de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) qui propose de taxer le charbon et le pétrole, d'améliorer les rendements de l'énergie et produire massivement de l'électricité par le nucléaire, avec l'élaboration d'une convention pour le gaz carbonique en 1992 analogue à celle de Montréal pour les CFC.

D'une manière générale, il y a ceux qui pensent à s'adapter et les autres, ceux qui veulent prévenir. Les responsables industriels et politiques préfèrent parier sur les capacités de la techno-science à trouver des solutions mais sans remettre en cause les niveaux de consommation actuels. Ceux qui parlent de prévention sont considérés comme extrémistes (dixit Bush), en effet, ils demandent une réduction immédiate



des émissions de CO2 pour éviter des mesures d'adaptation tardives et coûteuses. Ce qui ne veut pas dire renoncer au nucléaire ! Les décideurs des pays en voie de développement voient d'un mauvais œil la remise en cause du mode de développement actuel et les pays occidentaux misent tout sur la croissance, autant dire qu'il ne va pas être facile de mettre en place la décroissance. Impossible de faire autrement pourtant car depuis l'avènement de la civilisation technologique qui s'amorça au début du 16ème siècle, l'homme occidental consomme de plus en plus frénétiquement le capital énergétique de la Biosphère et sature les cycles de recyclage de ses propres déchets. L'atmosphère, l'hydrosphère et les sols ne peuvent plus suivre, les écosystèmes sont perturbés. La vie des hommes aussi

: nos ressources énergétiques ne sont peut-être pas encore épuisées, mais tout le monde n'a pas de quoi se nourrir et la pression démographique s'accroît.

De multiples voyants rouges s'allument, ce sont nos conceptions de développement et de progrès qui sont mises en cause : l'avenir radieux n'est plus forcément au bout du chemin. Dans cette modernité en crise et à l'avenir désormais incertain, la menace climatique est un énorme avertissement et le nucléaire une voie économiquement inadaptée (8) et mortelle. Cette dernière voie, considérée comme royale par la techno-science a pourtant beaucoup d'alternatives... C'est ce que nous verrons dans un prochain numéro.

♦ Dominique ZANDA

(8) Mycle Schneider, "EDF disjoncte", Politis n°81, novembre 89 ; Hervé Kempf, "Effet de serre : l'alibi nucléaire", Reporterre, septembre 1989.

OZONE EN DANGER

2ème édition - Numéro Hors-série de Silence

Rédigée par Dominique Zanda avec la collaboration de Bulle Bleue

Au sommaire : Histoire d'ozone ; Ozone à risque ; halons, allons ; Concorde et discorde ; pschitt, le cri qui tue ; il y a dix ans, la première interdiction des CFC ; bagarre scientifiques/industriels ; le trou nouveau est arrivé ; recherche explications désespérément ; réchauffement de la terre et élévation du niveau de la mer ; protocole de Montréal ; difficiles négociations ; les substituts possibles ; à nous de jouer...

40 pages - format 21 x 29,7 cm - couverture cartonnée 3 couleurs
Prix franco : 25 F l'ex - 200 F les 10 - 750 F les 50

A commander à Silence - 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

VERS LA FAILLITE DE L'ETATISME ?

L'aube du 20^{ème} siècle a vu la naissance du communisme étatique, son crépuscule verra la faillite de ce système politique, économique et idéologique. C'est court dans l'histoire de l'humanité.

d'en faire l'analyse, d'en tirer les significations et d'en imaginer les aboutissements possibles.

Il y a des rapprochements que l'on évitera de faire entre l'idéologie marxiste des pays communistes (ou

Le renversement de l'appareil communiste dans les pays de l'Est et les poussées d'indépendantisme ou d'autonomisme dans les républiques soviétiques sont-ils les signes avant-coureurs d'une remise en cause planétaire du système politique étatique et impérialiste ?

(1) Constitution de 1793 : "La République est une et indivisible". Les Jacobins massacreront tous les républicains ayant des visées fédéralistes.

Si nos médias se réjouissent de ce processus démocratique, de ces révolutions ébranlant un appareil bureaucratique dictatorial et une bourgeoisie rouge qui ne cessaient pourtant de se proclamer révolutionnaires, elle se garde bien

ex-communistes) et le jacobinisme français, entre le centralisme soviétique et le centralisme républicain de notre belle "démocratie".

Marx et Napoléon

Le communisme s'est essentiellement inspiré du courant révolutionnaire centralisateur français de 1793, personnalisé par Robespierre, théorisé ensuite par Babœuf et "stalinisé" par Napoléon. Cette idéologie, basée sur un étatismisme républicain omniprésent et anti-fédéraliste (1) se retrouvera, jusqu'à nos jours, chez tous les hommes et penseurs politiques français à l'except-

tion des utopistes autogestionnaires, des proudhoniens, des communards de 1871 et autre anarcho-fédéralistes.

Un fédéralisme souvent bafoué

La France est une des rares grandes nations à avoir ainsi un système politique totalement centralisé. Les USA, la RFA, le Canada, l'Australie, la Suisse, l'Inde ont un système fédéral. Dans le Royaume-Uni, l'Ecosse a un parlement et pourrait théoriquement faire sécession (mais l'Irlande du Nord, elle, est assujettie à la Couronne comme un département français à Paris).

Ce système fédéraliste est, en principe, un pas vers la démocratie par rapport au républicanisme jacobin. Un Land allemand peut, par exemple, s'autodéterminer sur la politique énergétique et refuser le nucléaire. Un canton suisse, par voie de référendum, peut interdire totalement la chasse sur son territoire. Le fédéralisme a ses limites : les Etats ou Régions qui composent une Fédération doivent accepter les grandes orientations politiques décidées par le gouvernement fédéral (défense "nationale" et politique internationale principalement).

Les USA, inventeurs du républicanisme fédéraliste, devront bafouer celui-ci lorsque les états du Sud décideront de faire sécession (guerre de sécession). Une situation un peu similaire existe actuellement en Inde avec les mouvements indépendantistes au Cachemire, au Penjab, au Sri Lanka.

L'URSS prise au piège de son fédéralisme

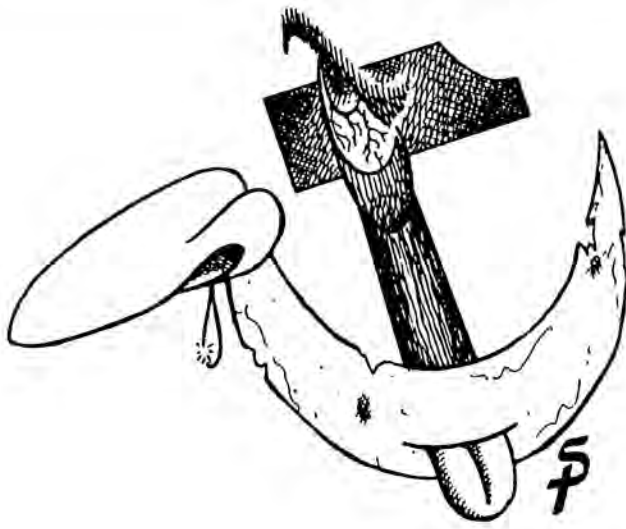
Les bolchéviques, pourtant admirateurs du jacobinisme français, instituèrent un système fédéral avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Ils le firent avec la conviction que les républiques resteraient les dociles succursales du gouvernement de Moscou. Ce fut effectivement le cas jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev. Maintenant, les Assemblées parlementaires des Pays Baltes, de l'Azerbaïdjan, expriment des velléités d'indépendance. En Yougo-

Moulins à céréales

Modèles : Manuels-Electriques
Pétrin familial
Documentation gratuite N° 101



SAMAP
1, rue du Moulin
62880 ANDOLSHEIM
Tél. 89.71.46.36



slavie, la région "autonome" du Kosovo se soulève contre le gouvernement fédéral.

Autogestion ou libanisation ?

Les poussées indépendantistes actuelles en URSS, en Inde et en Yougoslavie, sont l'expression

de la faillite d'un Etat artificiel comprenant des communautés différentes, l'une d'entre elles détenant ce pouvoir fédéral et imposant sa politique et sa culture aux autres. Il s'agit en fait d'une parodie de fédéralisme, d'un rassemblement forcé sans consultation des peuples qui remonte à l'empire colonial pour l'Inde, à l'empire tsariste pour l'URSS (2).

Sur quoi déboucheront ces mouvements indépendantistes ? Tous les scénarios sont possibles. Une reprise en main par le gouvernement fédéral avec répression à la clé ? L'indépendance ou tout au moins une large autonomie ? La solution rêvée serait un fédéralisme librement consenti. Mais la solution la pire pourrait être une libanisation telle que nous la font redouter les Azeris et les peuples bordant la Mer d'Arral.

Le vent de changement qui balaie l'URSS et les pays de l'Est est ainsi porteur du meilleur et du pire : une démocratisation véritable dans le sens d'une autogestion et d'une écogestion populaire mais aussi le risque de conflits inter-communautaires et de main-mise capitaliste sur les pays libérés : une exploitation blanche remplaçant la dictature rouge.

La pérestroïka en France ?

Enfin, ce vent touchera-t-il les pays occidentaux et plus particulièrement la France ? Des écuries d'Augias ne seraient-elles pas à nettoyer à l'Ouest comme à l'Est ? Les grands commis de l'Etat, les élus achetés, les hommes d'affaires bétonneurs, ne devraient-ils pas, dans notre "patrie des droits de l'homme", subir le sort des apparatchiks communistes et des traficoteurs de la bourgeoisie rouge ?

Peut-on parler de démocratie quand, par exemple, les préfets, ces énarques non élus, peuvent régler à leur guise dans les départements ? Ce système étatique, hérité du totalitarisme napoléonien, est la négation même d'une démocratie réelle. Un premier pas serait franchi si on supprimait les préfets et sous-préfets en octroyant leur pouvoir réglementaire aux conseils généraux. Il est toujours possible de contrôler les élus ou d'en changer par voie électorale alors qu'il est très difficile de contrer les décisions des bureaucrates et des technocrates de la République. Alors à quand la pérestroïka à la française ?

Henri CHEVALLIER

(2) En URSS, la situation a été considérablement aggravée sous Staline avec les déportations massives de populations.

Publicité

Assistance Traduction Biosphère

Une association créée par des professionnels engagés...

*Ecologie, Tiers-Monde,
Droits de l'Homme, Environnement*

... au service des associations.

Traductions

projets, brochures, correspondance, revues

Interprétariat

Conférences simultanées ou consécutives

Contacts

Anglais, Français, Espagnol, Russe, Allemand

Assistance Traduction Biosphère
102 rue Saint Maur
75011 Paris

Telephone : (1) 48 07 81 68 ou (1) 46 36 45 25.

LIVRES

NOUS CRIONS GRACE

154 lettres de pacifistes
juin-novembre 1916
Présentées par Thierry
Bonzon et Jean-Louis Robert
Ed. Ouvrières
1989 - 190 p - 190 F

La bataille de Verdun fait rage depuis février. Le 24 juin, le député socialiste Pierre Brizon monte à la tribune pour annoncer son refus de voter de nouveaux crédits à la guerre. Ils ne sont que 3 socialistes à voter contre (sur 26 députés socialistes). C'est l'époque où les socialistes internationalistes et pacifistes deviennent socialistes nationalistes.

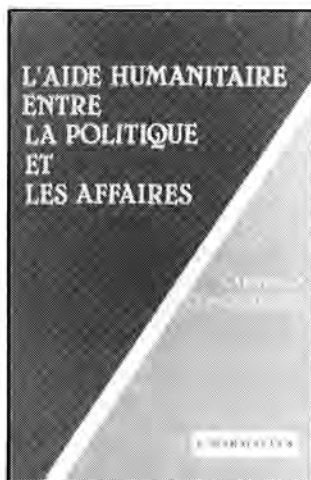
Le discours de Brizon publié partiellement dans les journaux lui amène de nombreuses lettres de soldats du front qui le remercient de son courage et lui décrivent les horreurs du front. Le livre présente 154 de ces lettres, dont certaines reprises en fac-similé. Ces lettres ont pu passer malgré la censure et proviennent de poilus de Verdun mais aussi de blessés et de femmes. Elles réclament toutes la paix, disent la honte de cette guerre et surtout l'indifférence des soldats sur l'issue du conflit. Enfin, elles annoncent déjà la coupure qui se fera à la sortie de la guerre entre les socialistes et les communistes, des socialistes déjà accusés à l'époque de faire le jeu du capitalisme sanglant. Un témoignage multiple et impressionnant sur les horreurs de la guerre. M.B.



L'AIDE HUMANITAIRE ENTRE LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES

de Charles Condamines
Ed L'Harmattan
1989 - 240 pages

Il y a en France plus de 2 millions de donateurs pour plus d'un milliard de francs de recettes, 25 000 militants, 2000 volontaires et un secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire. C'est beaucoup et c'est peu. Peu comparé aux autres pays riches.



En 1986, les ONG, Organisations Non Gouvernementales des pays de l'OCDE ont transféré vers les pays en voie de développement 30 milliards de francs soit environ 15 % de l'aide publique au développement.

Partout, le nombre des ONG est en forte croissance. Partout, les subventions gouvernementales sont en augmentation.

L'intercollectif des associations nationales pour le développement et la solidarité avec le tiers-monde a demandé à Charles Condamines, déjà auteur de nombreux ouvrages sur le développement ("Qui a peur du tiers-monde?" - "Vaincre la faim c'est possible" - ...) de faire un rapport et une analyse sur le fonctionnement des ONG, essentiellement françaises. C'est ce rapport qui est aujourd'hui publié.

D'origines religieuses puis politiques (de gauche ou de droite), les ONG subissent actuellement un phénomène de concentration : sur 200 ONG nationales en France, 7 totalisent 61 % du budget total. Sur 100 F collectés, 28 proviennent de sources gouvernementales contre 72 de dons et legs privés mais cette moyenne cache une extrême diversité : 39 ne reçoivent aucune subvention, 4 dépendent à 100 % des pouvoirs publics. Sur 100 F dépensés, 14 ont servi à couvrir les frais de fonctionnement, 14 sont allés à l'action en France même : bourses d'études, stages, information et formation, 72 ont été consacrés aux pays en voie de développement dont 48 en Afrique, 10,5 en Asie, 10 en Amérique Latine...

Mais ces moyennes cachent de grosses différences : des associations consacrent surtout leurs fonds à agir ici (Solagrail, Agir Ici, Enfance et Tiers-Monde...) quant aux dépenses pour collecter les fonds, cela va de 10 à 48 %. Le Français n'est pas donneur : en moyenne, il a donné 464 F... dont 454 F par l'intermédiaire de ses impôts et 10 F volontairement. Les Norvégiens sont dix fois plus généreux et seuls, sur les 18 pays les plus riches, les Belges, les Italiens et les Japonais sont plus pingres. L'Etat français est mieux classé arrivant en 6ème position.

L'auteur analyse, à l'aide de nombreuses enquêtes et de tableaux, le rôle des volontaires, des bénévoles dans les différentes associations, des donateurs. Dans une seconde partie, le rapport analyse les rapports des ONG entre elles, avec les entreprises, avec les médias, avec les pouvoirs politiques.

La conclusion n'est guère optimiste : les Français préféreraient donner aux Français et l'amendement Coluche est mieux perçu que le projet de Survie (voir Silence n°124).

Les bouleversements à l'Est et la nouvelle demande risquent de se faire au détriment du Sud alors que pourtant 40 000 enfants meurent chaque jour de dénuement. L'auteur suggère, pour se sortir de cette évolution néfaste, de mieux coordonner l'action internationale et de la placer sous la direction des peuples concernés. M.B.

VIOLENCE A LA TELE : L'ENFANT FASCINE

de Liliane Lurçat
Ed. Syros Alternatives
1989 - 200 p - 79 F

Les livres sur la violence à la télévision et les conséquences sur les enfants se multiplient depuis un an. Aux Etats-Unis, des mouvements puissants ont réussi à obliger les chaînes à respecter certains codes de déontologie. Il n'existe encore, en France, rien de semblable.



Liliane Lurçat, psychologue et directrice de recherche au CNRS, auteur de nombreux ouvrages sur les enfants à l'école maternelle, communique ici plusieurs études sur la perception de la télévision par les jeunes enfants et sur la violence provenant des œuvres de fiction ou des informations. Le mérite de ce livre est d'accorder une large place à la parole des enfants. Différents questionnaires ont mis en évidence les influences sur le jeu, sur la vie familiale, la vie scolaire. L'auteur essaie de montrer l'impact émotionnel, les transferts possibles de violence, les craintes fondées ou imaginaires. Liliane Lurçat est persuadée que si pour les adultes il est possible que la vision de scènes de violence peut permettre une sorte de défoulement positif, cela n'est absolument pas le cas du jeune enfant qui a beaucoup de mal à se situer entre le réel et l'imaginaire. En lisant ce livre, vous aurez tous les éléments en main et l'auteur vous laisse une grande liberté d'interprétation. Il y a toutefois quelque chose d'étonnant : il ne semble pas

y avoir, dans l'enquête, d'enfants qui n'aient pas la télévision et cela fait un point de comparaison en moins. M.B.

LES BANQUES FACE AUX PAYS ENDETTES

de Philippe Norel
Ed. Syros-Alternatives
1990 - 192 pages - 85 F

Déjà co-auteur d'un livre sur l'endettement du tiers-monde, l'auteur, économiste, se penche maintenant sur les jongleries que les banques prêteuses sont obligées de faire pour essayer de récupérer des prêts accordés dans les années 70 aux pays en voie de développement. Tout le monde sait aujourd'hui que ces pays empruntent pour ne rembourser souvent que les intérêts des prêts consentis. Au début des années 80, un phénomène est apparu : les banques se sont vendues entre elles les dettes à des prix plus bas que la valeur de la dette : l'acheteur, s'il parvenait à se faire rembourser, pouvait alors penser faire une excellente opération... mais ce système



de décote des valeurs de la dette atteint aujourd'hui 65%... et certains pays endettés cherchent maintenant à racheter leur dette à cette valeur dépréciée.

Ce livre essaie de comprendre comment se sont mis en place de tels mécanismes et comment on en est arrivé à l'impasse actuelle : l'impossibilité économique de demander aux pays de rembourser une dette dont les intérêts versés dépassent largement les prêts consentis et l'impossibilité politique

d'effacer la dette sans provoquer une révolution bancaire.

Faut-il rembourser le capital ? En principe oui, mais celui-ci, rongé par l'inflation, perd chaque année de sa valeur. Si les prêts ne sont pas remboursés, cela ne gêne pas les banques car celles-ci vivent non pas du capital prêté mais des intérêts perçus : tant que le pays paie ses intérêts, la banque profite du prêt et le non remboursement de la dette dans cette situation est tout bénéfice pour la banque. L'idéal pour un banquier est que le prêt soit éternel et le client solvable.

Enfinement, la dette du tiers-monde, vu côté banque, est une bonne chose... mais le côté social fait un peu désordre. Le problème, c'est qu'il n'y a pas que les banques qui y trouvent leur compte : les Etats Unis et les Etats européens ont largement bénéficié du processus, tout comme les chefs d'Etats des pays endettés dont les comptes en banque en Suisse ou à Miami sont bien remplis. L'auteur pense que la jonglerie peut durer encore longtemps et qu'une modification du jeu moné-

taire international est improbable. C'est aux hommes à se sortir de ce jeu. M.B.

TRANSHUMANCES

N°28 - 12 F (+ 3,80 F de port)
Abonnement : 4° - 40 F.
Le Rosier, Val des Prés,
05100 Briançon.

"Au XIXème siècle, le contrebandier de montagne se fond dans l'histoire de l'alpinisme sportif, généralement sous l'apparence d'un guide". Les "frères de la frontière", comme ceux de la côte, ont bien changé. Aujourd'hui, leurs descendants, soit pratiquent la "filtration" de stupéfiants, soit portent col blanc, n'utilisent plus les chemins de montagne, jouant sur les subventions agricoles de la CEE, soit encore se font passeurs d'immigrés. Le mythe a perdu de sa superbe. Le numéro 28 de "Transhumances" nous livre des itinéraires d'anciens contrebandiers de montagne. C'est une modeste revue bimestrielle d'histoire, de littérature, de sociologie montagnearde, née en 1978. Il lui plaît d'être comparée aux livrets que vendaient les colporteurs. Phil Isnard.

TIERS-MONDE

OBSERVATOIRE DE LA DEMOCRATIE INTERNATIONALE

Suite au sommet des sept pays parmi les plus pauvres (15 juillet 89), Agir Ici, le CÉDETIM et la Ligue Internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLP) ont décidé de créer un observatoire de la démocratie internationale qui a pour but de surveiller les conséquences des décisions des sept pays les plus riches, du FMI et de la Banque Mondiale. Ouvert aux ONG, aux représentants des sociétés civiles du Sud et du Nord, il publiera un rapport d'évaluation des décisions des grands, favorisera les recherches menées sur le thème de la démocratie, formulera des propositions.

Contact : Observatoire de la démocratie internationale, 17 pl. de l'Argonne, 75019 Paris, tel : (1) 40 35 07 00.

PARIS-DAKAR : LE MINISTRE NE REPOND PAS

A la demande de la campagne Pa'Dak', le secrétariat d'Etat Jeunesse et Sport répond "qu'il ne contribue d'aucune manière au déroulement de la compétition". On lui demandait d'intervenir auprès des ministères (comme celui de la défense) qui eux participent à la course. Etre ministre est-ce ne jamais répondre aux questions qu'on vous pose ?

L'AFRIQUE FINANCE LA FRANCE

La balance commerciale entre les pays du Nord et du Sud est en train de s'inverser. En 1988, les pays d'Afrique ont remboursé 4 milliards de francs à la France de plus que les prêts et investissements faits de la France vers

l'Afrique. Cette tendance se constate aussi dans les échanges avec les Etats-Unis ou le Royaume-Uni. Ceci est la conséquence, d'une part du poids de la dette, d'autre part de la baisse des investissements des banques qui craignent de ne plus être remboursées. Les chiffres 89 et 90 risquent d'être encore plus criants : les investisseurs misent maintenant sur les pays de l'Est plutôt que sur les pays du Sud.

COMMENT STABILISER LA POPULATION MONDIALE

Le groupe privé "Population Crisis Committee" a réalisé une étude montrant qu'il est possible de stabiliser la population mondiale à l'horizon 2120. Pour cela les méthodes contraceptives devront être employées par 75 % de la population mondiale contre 50 % actuellement et la taille

moyenne des familles devra être ramenée de quatre à deux enfants. Le rapport préconise une forte aide aux programmes gouvernementaux de planning familial. Le montant à payer d'ici l'an 2000 serait de 10,5 milliards de dollars, ce qui suppose une multiplication de l'aide américaine par 5,3, de celle de la France, actuellement proche de zéro, par 780, de celle de l'URSS par 1335. Selon ce rapport, la stabilisation devrait être rapide dans 29 pays, possible assez rapidement dans 12 autres. Ces deux groupes représentent respectivement 18 % et 29 % de la population mondiale. Pour 62 autres pays, où le taux de contraception concerne 43 à 60 % des couples, les chances sont assez bonnes. Pour les 18 derniers pays (dont l'URSS et l'Inde) où le taux va de 15 à 42 %, les chances sont jugées faibles. Pour le dernier groupe de 45 pays (dont une bonne partie de l'Afrique noire) où le taux est de moins de 15 %, les possibilités d'arrêt sont jugées "très pauvres".

ANNONCES

OBJECTEURS

- Nature & Progrès, Patrick Pigeon, Les Ris, 03350 Le Vilhain, ch. obj. basé à Cérilly (Allier) pour rédac. lettre de liaison, secrétariat, doc.
- Féd. des CŒuvres Laïques, J.-L. Bordier, 23460 Royere de Vassivière, tel : 55 69 20 45, ch. obj. pour animation radio asso., exp. journalistique souhaitée.
- Centre Info. Inter-Peuples, Maison des Asso., 2 bis rue Berthe de Boissieux, 38000 Grenoble, tel : 76 40 40 23, ch. obj., travail de doc., accueil visiteurs, animation dans les écoles. Ouverture sur les problèmes internationaux.
- Solidarité-Emploi, 3 rue de Nantes, 44240 La Chapelle sur Erdre, tel : 40 72 56 92 ch. obj. accueil et suivi de demandeurs d'emploi. Capacité écoute et analyse, sens de l'animation socio-culturelle.
- Oiseaux Nature, Y. Driano, La sclerie d'Avin, 88220 Xertigny, tel : 29 30 16 23, ch. obj. pour animations nature destination public et enfants. Compétences naturalistes souhaitées pas indispensables.
- Union Départ. des Asso. de Défense de la Nature de l'Essonne, UDADNE, Domaine de Chamarande, 91730 Chamarande, tel : 60 82 22 83 ch. obj. pour fonction. administratif, gestion

réserve naturelle, promotion Ceinture Verte, animation journal local, suivi SDAU Ile de France, réalisation de documents sur ordinateur, développement collecte sélective...

- Le Centre d'Echanges et de promotion des Artisans en Zones à équiper, CEPAZE, 9 quai André Reynier, 26400 Crest, tel : 75 40 65 43 ch. obj. pour travaux de construction, gestion et expédition outillages à artisans, administrations et bulletins (trois postes à Crest et à Paris).

RENCONTRES

- Peintre professionnelle désire correspondre en français. Vessa Kravaeva, Elemag, Bl 307, Ap 108, BG - SOFIA 1113 Bulgarie.
- Cherche personnes pour accueillir militants pacifistes indiens (d'Inde) en septembre 90 venant à la rencontre des mouvements français. Yann Forget, Le Buisson, 74540 Gruffy, tel : 50 77 51 22.
- Christian, 36 ans, 1m80, kiné, écolo, goûts simples, aimant nature sports plein air, rencontrerait jeune femme même profil. Vialletel, 33370 Pompignac.

Les petites annonces sont gratuites pour les offres d'emploi ou de postes d'objecteurs. Elles sont réservées aux abonnés pour les autres rubriques.

Abonnez-vous !

pour 12 numéros
avant le 30 avril :

Individuel : 120 F

De soutien : 150 F ou plus

Groupés par 3 ex : 300 F

Groupés par 5 ex : 430 F

Etranger et DOM-TOM : 170 F.

Nouveaux tarifs

à partir du 1er mai

Individuel : 140 F

De soutien : 180 F et plus

Deux ans : 240 F

Groupés par 3 ex : 360 F

Groupés par 5 ex : 500 F

Etranger et DOM-TOM : 190 F.

Chèques à l'ordre de Silence,
4 rue Bodin, 69001 Lyon.

ATTENTION, CHANGEMENT DE TARIF

DU COTE DES FINANCES

Silence est géré par l'association du même nom. Réunie en Assemblée Générale le samedi 10 mars, elle a tiré le bilan de l'année 89. Cette année a été marquée par le lancement de la nouvelle formule d'où un surcoût financier important ayant entraîné une "fonte" de nos ressources (35 000 F de déficit) mais le début de l'année 90 est prometteur : plus de 450 abonnés sur les 3 premiers mois soit le double de l'année dernière (et avec un taux de réabonnement record pour 89 : 93 %). Le projet de Centre de Documentation proposé aux Verts est en veilleuse : la balle est dans leur camp. La brochure hors-série sur Malville comme l'annuaire alternatif n'ont pas été terminés. La brochure sur la menace climatique pourrait sortir avant l'été. L'équipe rédactionnelle reste dispersée et le noyau lyonnais

reste faible : une dizaine de personnes seulement. L'embauche de Michel Bernard comme secrétaire de rédaction entraîne un changement de directeur de publication : Dominique Zanda prend la tête du journal.

Compte de résultat du 1.01.89 au 31.12.89 (simplifié)

Produits :	
Silence	142 667
Edition	4 754
Foires et salon	28 244
Hors-Série	36 459
Produits divers	14 263
Cotisations et soutiens	8337
Autre produits	30
Total produits	234 753

Charges	
Achats	104 560
Charges externes	80 281
Impôts et taxes	0
Salaires	52 209
Charges sociales	22 258
Amortis. et provisions	7 500
Autres charges	3 286
Total charges	270 095

Résultat d'exploitation	-35 341
Résultat financier	149
Résultat de l'exercice	-35 192

Bilan au 31 décembre 1989

Actif	
Immobilier	13 500
Stocks	19 200
Créances	6 058
Disponibilités banque	13 808
Disponibilités caisse	485
Total actif	53 051

Passif	
Fonds propres antérieurs	37 639
Résultat de l'exercice	-35 192
Total des fonds propres	2 447
Dettes fournisseurs	12 600
Dettes fiscales et sociales	6 644
Autres dettes	8 300
Produits constatés avances	23 060
Total passif	53 051

Commentaires sur les finances : si le journal avait cessé ses activités au 31 décembre, après avoir remboursé tout le monde et vendu tout son matériel, il resterait un solde de 2 447 F en caisse contre 37 639 F il y a un an.

Pour équilibrer le budget 90, il a été décidé d'augmenter le prix du numéro de 12 F à 14 F et l'abonnement de base de 120 F à 140 F. Nous faisons le pari d'atteindre le cap des 2000 abonnés avant la fin de l'année.

COURRIER

CES HOMMES SONT DANGEREUX

L'atome arrive à l'âge mûr. Après près de cinquante ans de fuite en avant, les promoteurs du nucléaire se trouvent dans la situation d'une armée qui s'enfoncé dans l'inconnu sans avoir assuré ses arrières. Le paradoxe, c'est que les Tanguy, Tubiana, Pellerin et consorts qui nous ont entraînés dans cette aventure imbécile gardent toute leur morgue et, forts de la confiance de la classe politique unanime, continuent impunément leur sale besogne. Faisons un bilan.

Côté sécurité : rappelons-nous comment les seconds couteaux d'EDF nous jetaient à la face le fameux rapport Rasmussen. Qu'en reste-t-il après Winscoale, Three-Miles Island et Tchernobyl ? Et cependant les mêmes assument tranquillement la probabilité de Tchernobyl sur le territoire français sans que personne ne s'interroge. Question risques cancérogènes et génétiques : Mr Tubiana continue à répandre dans les différents périodiques médicaux de vulgarisation qu'en deçà de 100 rems (1 sievert), il n'y a pas de problème. Dans le même temps, une étude anglaise démontre la relation entre l'irradiation paternelle et les leucémies chez les enfants. Sur le plan des normes d'irradiation : la France, par SCPRI interposé, bloque tout abaissement des normes alors que les données fournies par Hiroshima et Nagasaki s'avèrent avoir été tout bêtement trafiquées par les militaires. Aujourd'hui, les calculs ont été refaits : les risques doivent être multipliés entre trois et dix.

Sur le plan du stockage des déchets : le coût du nettoyage des sites militaires aux USA se chiffre par centaines de millions de dollars. Non seulement nous avons sur les bras les déchets haute activité qui s'accumulent, mais les carcasses nucléaires s'amoncellent : Zoé, Brennelis, Chinon 1, Marcoule, Pierrelatte, le Redoutable... Nous allons être submergés par les déchets nucléaires car les déplacer d'un site à l'autre revient tout simplement à contaminer un nouveau site sans que soit résolu la question du "comment s'en débarrasser". Certes, Mr Delpla du SCPRI avait proposé de les envoyer sur le soleil... Certes, on peut les transmuter mais en créant encore plus de radioactivité...

Arrêtons là. Tous ces gens ont menti, nous ont ruinés. Ils ont dilapidé des milliers de compé-

tences en les engageant dans l'impasse du nucléaire. Et cependant, ils président toujours au destin du nucléaire et continuent imperturbablement à jouer du titre d'expert. Arrêtons-nous et réfléchissons à la succession du nucléaire. Jean BRIERE
Porte-parole des Verts.

TRANSPORTS DE DECHETS

Dans votre édition de janvier 1990, sous le titre "PCB : Robin des Bois s'engage", vous avez bien voulu parler de notre collaboration avec Aprochim, et nous vous en remercions. A la fin de la brève, vous posiez la question de savoir comment Robin des Bois pourra vous assurer de l'innocuité des transports de résidus de PCB entre la Mayenne et l'incinérateur de Saint-Auban, distant de 800 km. Aprochim va traiter 5000 tonnes par an de transformateur. Il en sera tiré 20 tonnes par an de PCB molécule à consistance solide. Le PCB partira, chez Atochem, où il sera incinéré, par camion RTMD et dans des conteneurs en inox de 800 kg à raison de deux voyages par mois. En cas d'accident sur le parcours, Aprochim interviendra au côté des services de secours. Mais comme le produit est solide, ininflammable et confiné, les conséquences ne devraient pas être différentes de celles observées dans les accidents classiques.

Quant aux transformateurs, et de par la volonté de l'industriel, ils arriveront vides chez Aprochim, alors qu'en général, ils sont transportés pleins de pyralène et en toute légalité. Bonjour les transfos fuyards qui se répandent sur la chaussée ! Prendre un transfo comme conteneur permet certes de réduire les coûts de transport mais aussi d'augmenter dangereusement les risques de transport. Jacky BONNEMAINS
Robin des Bois

ALTERNATIVES

(...) Pourquoi utilisez-vous l'expression "alternatives" qui est un mot anglo-saxon qui veut dire "solution" (langage informatique) ? Mr et Mme PROTAT
D'HAUTEVILLE
Saône et Loire

Silence : nous utilisons le mot "alternatives" précisément dans son sens anglo-saxon pour préciser l'importance d'avoir une démarche concrète et positive.

la nécessité d'apporter des solutions et de ne pas uniquement se cantonner dans la critique et la langue de bois.

SILENCE ENCORE

Sur votre titre "Silence", c'est un mot que personnellement j'aime beaucoup mais qui en diffusion n'accroche pas. Entre différents périodiques, chacun se sert comme il l'entend ou perçoit et le Silence ne donne pas d'écho... Marie-Thérèse CORNEC
Finistère.

SIGNER LA PAIX

J'ai pu, par un hasard extraordinaire, assister à l'ouverture des frontières de l'Allemagne de l'Est, le 9 novembre 1989. J'ai pu toucher du doigt la réalité de Berlin-Est et sentir la volonté de changement des peuples de l'Est trop longtemps écrasés par des régimes totalitaires. J'ai ressenti avec eux la joie et la liberté retrouvée, l'espoir d'un avenir meilleur.

(...) Ils ne souhaitent pas plus la tutelle de l'OTAN que celle du pacte de Varsovie. (...) Les politiciens de tous pays et de tous bords s'empressent de donner leur avis sur la réunification de l'Allemagne. Mais ne pourraient-ils pas se faire et laisser les Allemands eux-mêmes décider de leur avenir ? (...) Les pays occupants de l'Allemagne, c'est-à-dire l'URSS, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France devraient rapidement signer un traité de paix avec celle-ci. Les effets du partage de Yalta n'auront disparus que lorsque le droit à l'autodétermination aura été appliqué à l'Est et à l'Ouest. Les blessures de la seconde guerre mondiale ne seront réellement guéries que lorsque ce traité sera signé. Il est temps d'éliminer les dernières séquelles de ce conflit. (...)

Yann FORGET
Haute-Savoie

PAPE OTÉ

Depuis son élection en 1978, au siège apostolique, cela fait douze ans que Karol Wojtyla ne cesse de condamner, vilipender et de vouer aux gémonies les utilisatrices de la contraception, ce "procédé diabolique" pour éviter les grossesses non désirées, et donc les IVG qu'il ne condamne pas moins. Douze ans, ça commence à bien faire ! Et les journaux féminins, les associations féministes restent là, coïtes, muettes, interdites, silencieuses sous l'outrage. Est-ce concevable ? Invitons-les à se réveiller, réagir et défendre leur bonheur bafoué afin de faire taire ce myosigne impénitent ! Robert VIALLET
Gironde.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON
Tel: 78.39.55.33.

imprimé sur papier blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Lorient
Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640

Date de parution : deuxième trimestre 1990

Tirage : 3000 ex

Directeur de publication et secrétaire de rédaction : Michel Bernard - Secrétaire-comptable : Michel Jarru - Trésorier : Jacques Caclin - Administrateurs : Maloin, Jacques Adam, Henri Persat, Christiane Chapon - Rédaction : Ibrahim Carbonare, Georges David, Michel Delore, Christian Glasson, Perline, Hervé Prat, Jean-Luc Thierry, Francis Vergier, Dominique Zanda - Dessinateurs : Altho, Pierrick Sauzon - Photographes : Dominique Zanda, Dominique Gauthier, Ibrahim Carbonare - Correctrice : Thérèse Troivaux, Jean Denis - Maquettiste : Hubert Plisson

Et également : Antoine Emmanuel, Barras Gérard, Béga Azouz, Bonne-mains Jacky, Brière Jean, Chevallier Henri, Comec Marie-Thérèse, Fender Thierry, Forget Yann, Gauthier Jean-Paul, Giandolini Michel, Isnard Phil, Jedliczka Marc, Peace News, Pollmann Christopher, Protat d'Hauteville Mr et Mme, Robin des bois, Sivardièrre Jean, Tam-Tam, Vialletel Robert, Wise.

Pour participer au journal

N°129 - Mai

Comité de rédaction :
vendredi 30 mars à 20h30

(*)

Clôture des articles :

lundi 9 avril à 12 h

Expédition + repas :

vendredi 20 avril à partir
de 19h.(*)

N°130 - Juin

Comité de rédaction :
vendredi 27 avril à 20h30

(*)

Clôture des articles :

lundi 7 mai à 12 h

Expédition + repas :

vendredi 18 mai à partir
de 19h.(*)

(*) Ouvert à tous, à
l'adresse du journal.

Découvrez le passionnant
hors-série édité par
Croissance des jeunes nations.

CROISSANCE
des jeunes nations

10 DOSSIERS TIERS-MONDE



CHINE : DES REFORMES A L'EXPLOSION
ASIE : HISTOIRES D'HEROINE
AMERIQUE LATINE : LE BOOM DE LA COCAINE
LES NABABS DU TIERS-MONDE
PROCHE-ORIENT : VRAIES OU FAUSSES
GUERRES DE RELIGION ?
JEUNES DANS LES VILLES D'AFRIQUE
NON AUX MUTILATIONS SEXUELLES !
LE GRAND MAGHREB EN GESTATION
QUELLE PLACE POUR LES IMMIGRES
DANS L'EUROPE DE 93 ?
L'AVENIR DE NOTRE PLANETE

C.J.N. mensuel hors-série n° 5 - 60 F - ISSN : 011-168

Indispensable
à l'enseignant,
à l'étudiant,
au militant.

Des repères
essentiels
pour connaître
les peuples
du tiers-monde
et comprendre
leurs problèmes.

Coupon-réponse à retourner, muni de votre règlement à
l'ordre de CJN à CJN-VPC, 163, Boulevard MALESHERBES 75017 PARIS

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Je commande _____ ex. de CJN.
« 10 dossiers tiers-monde »
60 F l'exemplaire franco